GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

BUREAUX :

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge, à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

ABONNEMENT :

Un Mois, 5 Francs.
Trois Mois, 13 Francs.
Six Mois, 25 Francs.
L'année, 48 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} ch.) : Théâtre-Italien; cession du privilège et du bail.
JUSTICE CRIMINELLE. — Tribunal correctionnel de Paris (6^e ch.) : Affaire Lasalle; escroqueries. — Tribunal correctionnel de Paris (8^e ch.) : Vol de diamans au château des Tuileries.
NOMINATIONS JUDICIAIRES.
COMMISSION DES TRAVAILLEURS.
CHRONIQUE.

AVIS.

Les demandes d'abonnement ou de renouvellement d'abonnement doivent être accompagnées d'un mandat à vue sur Paris ou d'un bon sur la poste. On peut encore s'abonner par l'entremise des Messageries nationales et générales.

Paris, 6 mai.

C'est aujourd'hui que les membres du Gouvernement provisoire devaient, en déposant leurs pouvoirs entre les mains de l'Assemblée nationale, rendre compte de leurs actes et de l'usage qu'ils ont fait de la dictature dont la Révolution les a investis.

La séance a commencé par plusieurs rapports sur des vérifications de pouvoirs. L'un de ces rapports était relatif à l'élection de M. l'abbé Fayet et de M. Demolles, par le département de la Loire. Sur les conclusions de la commission, qui signalait des actes de corruption consommés pour l'élection de ces deux représentants, l'Assemblée a ordonné qu'il serait procédé à une enquête.

Le second rapport concernait M. Schmitt, nommé représentant par le département de la Seine. On connaît la difficulté soulevée par cette élection. Le candidat auquel le bureau central de la mairie de Paris a attribué les 130,000 suffrages, portait le nom de Schmitt. Etait-il, dans la pensée des électeurs, celui qui a été proclamé au nombre des représentants élus? M. Schmitt, ancien chef de division, est-il M. Schmitt ouvrier? La question avait été ainsi posée dans la presse : la commission a soulevé la difficulté en d'autres termes. M. Sarrut, rapporteur, a exposé que deux candidats se présentaient aux élections : M. Schmitt, auteur du Catéchisme, et M. Schmitt ouvrier. Or le nom de Schmitt ne figurait pas sur tous les bulletins de vote avec la même désignation. Les uns portaient Schmitt auteur; les autres Schmitt ouvrier; d'autres enfin Schmitt sans désignation. En attribuant tous ces suffrages au même candidat, on avait évidemment fait une confusion, et cette confusion seule avait pu amener une majorité suffisante pour que le candidat prit rang dans la liste des 34 représentants du département de la Seine. La commission concluait donc à l'annulation de l'élection, et ses conclusions ont été unanimement adoptées par l'Assemblée.

Il s'est présenté alors une question assez délicate. L'élection de l'un des citoyens portés sur la liste étant annulée pour cause d'erreur dans la supputation du nombre des suffrages, devait-on proclamer représentant le citoyen (M. Moreau) qui était placé le 35^e sur la liste et dont l'élection, sans l'erreur reconnue aujourd'hui, eût été régulière; ou devait-on en appeler à une nouvelle convocation des électeurs pour la nomination d'un trentième représentant? Après deux épreuves déclarées douteuses et à la majorité de 414 voix contre 298, l'Assemblée a adopté ce dernier parti. Les électeurs du département de la Seine seront donc prochainement convoqués pour élire un représentant.

Cette solution en préjuge une autre qui jusqu'ici faisait doute dans quelques esprits. On se demandait si par suite de la Popin qui sera faite par les représentants élus dans plusieurs départements, on devra, pour les départements auxquels le représentant élu renoncera, prendre le candidat qui se trouvait le premier sur la liste après les noms des représentants élus. Il est évident, d'après la décision prise aujourd'hui, que des élections nouvelles devront avoir lieu.

La parole a été enfin donnée à M. Dupont (de l'Eure), président du Gouvernement provisoire. L'état de santé du vénérable président ne lui permettait pas d'occuper la tribune, et il a demandé que M. de Lamartine l'y suppléât. Il était tout simple, en effet, que ce fût à M. de Lamartine qu'il appartint de lire son œuvre. Nous reproduisons plus bas ce rapport qui a produit sur l'Assemblée une impression profonde, et qui a été fréquemment interrompu par des applaudissements partis de tous les côtés de la salle.

Jamais peut-être M. de Lamartine n'a su donner à sa pensée une forme plus éclatante, plus harmonieuse, plus splendide; mais ce n'était pas là seulement ce qui pouvait entraîner les acclamations d'une Assemblée politique; les applaudissements allaient au grand citoyen, non à l'écrivain, non au poète; aux actes de l'homme d'Etat, non au génie de l'orateur; et tous savaient de leurs plus vives sympathies ce grand et majestueux tableau, tel qu'il le traçait, de l'enfantement et de l'avenir de la République française.

Après cet exposé général de la situation, chacun des ministres devait à son tour rendre compte de son administration.

M. Ledru-Rollin est monté le premier à la tribune : il a nettement accepté la responsabilité de tous ses actes, déclarant qu'il serait prêt à répondre à toutes les interpellations, à toutes les attaques; mais il a protesté contre les accusations qui auraient pu dénaturer sa pensée ou sa conduite, déclarant que le jour où l'ordre pouvait être compromis par « quelques fous », le 16 avril, c'était lui qui avait appelé aux armes la garde nationale.

M. Crémieux, à son tour, a rendu compte de son administration. M. le ministre de la justice a eu raison de dire que de tous les départements ministériels, c'était le sien qui avait exigé les réformes les plus radicales quant à la composition du personnel des parquets : mais il a été un peu trop loin en ajoutant qu'il avait vou-

lu affranchir la justice de la politique et qu'il n'avait apporté dans ses choix d'autre préoccupation que celle des besoins du service judiciaire. Il faut reconnaître qu'un grand nombre de nominations ont été faites avec une précipitation fâcheuse, et de manière à compromettre les intérêts de la justice. Mais des erreurs qui trouvent leur excuse dans cette précipitation même ne tarderont pas sans doute à être réparées. Déjà quelques-unes l'ont été. Cela ne suffit pas. Nous nous attendions à trouver dans l'exposé du ministre de la justice quelques explications sur le décret du 17 avril, qui après deux mois et à quelques jours de la réunion de l'Assemblée nationale, tranchant une question que l'on avait d'abord déclarée réservée, détruit, au provisoire, le principe de l'immovibilité. Nous avons été singulièrement étonnés du silence gardé à ce sujet.

M. Louis Blanc a pris aussi la parole. Ses collègues avaient lu leurs exposés; M. Louis Blanc s'est présenté sans manuscrit, et s'est livré aux hasards de l'improvisation. Il a eu raison, s'il comptait sur la dextérité de sa parole, sur les ressources brillantes de son imagination; car aucune de ces qualités ne lui a fait défaut. Mais des théories du genre de celles qu'il professe s'accroissent difficilement des écarts inévitables de l'improvisation : elles ne sont pas déjà tellement claires par elles-mêmes qu'elles puissent impunément dédaigner la méthode et la logique plus précise du discours écrit. M. Louis Blanc a dû s'en apercevoir, et la froideur de l'Assemblée était la conséquence toute naturelle de l'embarras où elle se trouvait de bien comprendre le système dont on voulait la faire juge.

Après l'exposé présenté par M. Carnot sur l'administration de l'instruction publique et des cultes, M. Bethmont a avoué franchement que son exposé comme ministre du commerce avait bien peu d'intérêt, qu'il était long et qu'on aurait assurément moins de fatigue à le lire dans le *Moniteur* qu'à l'entendre. L'Assemblée a agréé la proposition de M. Bethmont, et la séance a été continuée à lundi pour entendre les autres ministres.

Voici le rapport présenté par M. de Lamartine :

Citoyens représentants, Au moment où vous entrez dans l'exercice de votre souveraineté, au moment où nous remettons entre vos mains les pouvoirs d'urgence que la révolution nous avait provisoirement confiés, nous vous devons d'abord compte de la situation où nous avons trouvé et où vous trouvez vous-mêmes la patrie.

Une révolution a éclaté le 24 février. Le peuple a renversé le trône; il a juré sur ses débris de régner désormais seul et tout entier par lui-même. Il nous a chargés de pourvoir provisoirement aux dangers et aux nécessités de l'interregne qu'il avait à traverser pour arriver en ordre et sans anarchie à son règne unanime et définitif.

Notre première pensée a été d'abréger cet interregne en convoquant aussitôt la représentation nationale, en qui seule réside le droit et la force. Simples citoyens, sans autre appel que le péril public, sans autre titre que notre dévouement, tremblans d'accepter, pressés de restituer le dépôt des destinées de la patrie, nous n'avons eu qu'une ambition, celle d'abdiquer la dictature dans le sein de la souveraineté du peuple.

Le trône renversé, la dynastie s'exilait elle-même, nous ne proclamâmes pas la République; elle s'était proclamée elle-même par la bouche de tout un peuple. Nous ne fîmes qu'écrire le cri de la nation.

Notre première pensée, comme le premier besoin du pays, après la proclamation de la République, fut le rétablissement de l'ordre et de la sécurité dans Paris; dans cette œuvre qui eût été plus difficile et plus méritoire dans un autre temps et dans un autre pays, nous fûmes aidés par le concours des citoyens.

Pendant qu'il tenait encore d'une main le fusil dont il venait de foudroyer la royauté, ce peuple magnanime relevait de l'autre main les vaincus et les blessés du parti contraire; il protégeait la vie et la propriété des habitans, il préservait les monuments publics; chaque citoyen, à Paris, était à la fois soldat de la liberté et magistrat volontaire de l'ordre. (Applaudissemens unanimes et prolongés.)

L'histoire a enregistré les innombrables actes d'héroïsme, de probité, de désintéressement, qui ont caractérisé ces premières journées de la République. Jusqu'ici on avait quelcfois flaté le peuple en lui parlant de ses vertus : la postérité, qui ne flatte pas, trouvera toutes les expressions adoussées de la dignité du peuple de Paris.

Ce fut lui qui nous inspira le premier décret destiné à donner sa vraie signification à sa victoire, le décret d'abolition de la peine de mort en matière politique. Il l'inspira, il l'adopta et le signa par une acclamation de deux cent mille voix sur la place et sur les quais de l'Hôtel-de-Ville. Pas un cri de colère ne protesta. La France et l'Europe comprirent que Dieu avait ses inspirations dans la foule, et qu'une révolution inaugurée par la grandeur d'âme serait pure comme une idée, magnanime comme un sentiment, sainte comme une vertu. (Vifs applaudissemens.)

Le drapeau rouge, présenté un moment, non comme un symbole de menaces, de désordres, mais comme un drapeau momentané de victoire, fut écarté par les combattans eux-mêmes pour couvrir la République de ce drapeau tricolore qui avait ombragé son berceau et promené la gloire de nos armées sur tous les continents et sur toutes les mers.

Après avoir établi l'autorité du gouvernement dans Paris, il fallait faire reconnaître la République dans les départements, dans les colonies, dans l'Algérie, dans l'armée. Des nouvelles télégraphiques et des courriers suffirent. La France, les colonies, les armées reconnurent l'ur propre pensée dans la République; il n'y eut de résistance ni d'une main, ni d'une voix, ni d'un cœur libre en France à l'installation du gouvernement.

Notre seconde pensée fut pour le dehors. L'Europe indécise, attendant le premier mot de la France. Ce premier mot fut l'abolition de fait et de droit des traités réactionnaires de 1815, la liberté rendue à notre politique extérieure, la déclaration de paix aux territoires, de sympathie aux peuples, de justice, de loyauté et de modération aux gouvernemens.

La France, dans ce manifeste, désarma son ambition, mais ne se désarma pas de ses idées; elle laissa briller son principe. Ce fut toute sa guerre. Le rapporteur particulier du ministre des affaires étrangères vous dira ce que ce système de la diplomatie au grand jour a produit et ce qu'il doit produire de légitime et de grand pour les influences de la France.

Cette politique commandait au ministre de la guerre des mesures en harmonie avec ce système de négociation armée. Il rétablit avec énergie la discipline à peine ébranlée; il rappela honorablement dans l'armée un moment éloignée de nos murs, pour laisser le peuple s'armer lui-même.

Le peuple désormais invincible ne tarda pas à redemander à grands cris ses frères de l'armée, non comme une stérêt, mais comme une décoration de la capitale. L'armée ne fut plus dans Paris qu'une garnison honoraire destinée à prouver

à nos braves soldats que la capitale de la patrie appartient à tous ses enfans.

Nous décrétâmes de plus la formation immédiate d'un conseil de défense et la formation de quatre armées d'observation : l'armée des Alpes, l'armée du Rhin, l'armée du Nord, l'armée des Pyrénées.

Notre marine, confiée aux mains du même ministre, comme la seconde armée de la France, fut ralliée sous ses chefs dans une discipline commandée par le sentiment de sa vigilance. La flotte de Toulon alla montrer nos couleurs aux amis de la France sur le littoral de la Méditerranée.

L'armée d'Alger n'eut ni une heure ni une pensée d'hésitation. La République et la patrie se confondirent à ses yeux dans le sentiment d'un même devoir.

Un chef dont les sentimens républicains, les sentimens zélés et les talens étaient des gages à la fois pour l'armée et la révolution, le général Cavaignac, reçut le commandement général de l'Algérie.

La corruption, qui avait pénétré dans les institutions les plus saintes, obligeait le ministre de la justice à des épurations demandées par le cri public. Il fallait promptement séparer la justice de la politique. Le ministre fit avec douleur, mais avec inflexibilité, la séparation.

En proclamant la République, le cri de la France n'avait pas proclamé seulement une forme de gouvernement, il avait proclamé un principe.

Ce principe, c'était la démocratie pratique, l'égalité par les droits, la fraternité par les institutions. La révolution accomplie par le peuple devait s'organiser, selon nous, au profit du peuple par une série continue d'institutions fraternelles et tutélaires, pour, en confiant régulièrement, à travers les conditions de dignité individuelle, d'instruction, de lumières, de salaires, de moralité, d'éléments de travail, d'aisance, de secours et d'avènement à la propriété qui supprimassent le nom servile de prolétaire et qui élevassent le travailleur à la hauteur de droit, de devoir et de bien-être des premiers nés à la propriété.

Élever et enrichir les uns sans abaisser et sans dégrader les autres; conserver la propriété et la rendre plus féconde et plus sacrée en la multipliant et en la parcellant dans les mains d'un plus grand nombre; distribuer l'impôt de manière à faire tomber son poids le plus lourd sur les plus forts, en allégeant et en secourant les plus faibles; créer par l'Etat le travail qui manquerait accidentellement par le fait du capital intimidé, afin qu'il n'y eût pas un travailleur en France à qui le pain manquât avec le salaire; enfin étudier avec les travailleurs eux-mêmes les phénomènes pratiques et vrais de l'association et les théories encore problématiques des systèmes pour y chercher consciencieusement les applications, pour en recueillir les vérités, pour en constater les erreurs : telle fut la pensée du Gouvernement provisoire dans tous les décrets dont il confia l'exécution ou la recherche au ministre des finances, au ministre des travaux publics, enfin à la commission du Luxembourg, laboratoire d'idées, congrès préparatoire et statistique du travail et des industries, éclairé par des délégués studieux et intelligens de toutes les professions laborieuses et présidé par deux membres du Gouvernement lui-même.

La chute soudaine de la monarchie, le désordre des finances, le déclassement momentané d'une masse immense d'ouvriers manufacturiers, les secousses que ces masses de bras inoccupés pouvaient donner à la société, si leur raison, leur patience et leur résignation patriotique n'avaient pas été le miracle de la raison du peuple et l'admiration du monde; la dette exigible de près d'un milliard que le gouvernement déchu avait accumulée sur les deux premiers mois de la République; la crise des industries et du commerce universelle sur le continent et en Angleterre, coïncidant avec la crise politique de Paris; l'énorme accumulation d'actions de chemins de fer ou d'autres valeurs fictives saisies à la fois dans les mains des porteurs et des banquiers par la panique des capitaux; enfin l'imagination du pays qui se frappe toujours au-delà du vrai aux époques d'ébranlement politique ou de terreur sociale, avait ni tari le capital travaillant, fait disparaître le numéraire, suspendre le travail libre et volontaire, seul travail suffisant à 33 millions d'ames. Il fallait y suppléer provisoirement ou mentir à tous les principes et à toutes les prudences, à toutes les nécessités secourables de la République.

Le ministre des finances vous dira comment il fut pourvu à ces évanouissemens du travail et du crédit, en attendant le moment enfin arrivé où la confiance rendue aux esprits rendra le capital aux mains des manufacturiers, les salaires, cette dette productive du capital, aux travailleurs, et où votre sagesse et votre puissance nationale seront à la hauteur de toutes les difficultés.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes, réuni dans la même main, fut pour le gouvernement une manifestation d'intention, et pour le pays un pressentiment de la situation nouvelle que la République voulait et devait prendre dans la double nécessité d'un enseignement national et d'une indépendance plus réelle des cultes égaux et libres devant la conscience et devant la loi.

Le ministre de l'agriculture et du commerce, ministre étranger par sa nature à la politique, ne put que préparer avec zèle et ébaucher avec sagesse les institutions nouvelles appelées à féconder le premier des arts utiles; il étendit la main de l'Etat sur les intérêts souffrans du commerce, que vous seuls vous pouvez relever par la sécurité.

Telles furent nos différentes et incessantes sollicitudes. Grâce à la Providence, qui n'a jamais manifesté plus évidemment son intervention dans la cause du peuple et de l'esprit humain, grâce au peuple lui-même, qui n'a jamais mieux manifesté les trésors de raison, de civisme, de générosité, de patience, de moralité, de véritable civilisation que cinquante ans de liberté imparfaite ont élaborés dans son âme, nous avons pu accomplir, bien imparfaitement sans doute, mais non sans bonheur, pourtant, une partie de la tâche immense et périlleuse dont les événemens nous avaient chargés.

Nous avons fondé la République, ce gouvernement déclaré impossible en France à d'autres conditions que la guerre étrangère, la guerre civile, l'anarchie, les prisons et l'échafaud. Nous avons montré la République heureusement compatible avec la paix européenne, avec la paix intérieure, avec l'ordre volontaire, avec la liberté individuelle, avec la douceur et la sérénité des mœurs d'une nation pour qui la haine est un supplice et pour qui l'harmonie est un instinct national.

Nous avons promulgué les grands principes d'égalité, de fraternité, d'unité qui doivent, en se développant de jour en jour dans nos lois, faites par tous et pour tous, accomplir l'unité du peuple par l'unité de la représentation.

Nous avons universalisé le droit de citoyen en universalisant le droit d'élection, et le suffrage universel nous a répondu.

Nous avons armé le peuple tout entier dans la garde nationale, et le peuple tout entier nous a répondu en vouant l'arme que nous lui avons confiée à la défense unanime de la patrie, de l'ordre et des lois.

Nous avons passé 43 jours sans autre force exécutive que l'autorité morale entièrement désarmée dont la nation voulait bien reconnaître le droit en nous, et ce peuple a consenti à se laisser gouverner par la parole, par nos conseils, par ses propres et généreuses inspirations.

Nous avons traversé plus de deux mois de crise, de cessa-

tion de travail, de misère, d'éléments d'agitation politique et d'angoisse sociale accumulés en masses innombrables dans une capitale d'un million et demi d'habitans, sans que les propriétés aient été violées, sans qu'une colère ait menacé une vie, sans qu'une répression, une proscription, un emprisonnement politique, une goutte de sang répandue en notre nom, aient attristé le Gouvernement dans Paris. Nous pouvons descendre de cette longue dictature sur la place publique et nous mêler au peuple, sans qu'un citoyen puisse nous demander : « Qu'as-tu fait d'un citoyen? »

Avant d'appeler l'Assemblée nationale à Paris, nous avons assuré complètement sa sécurité et son indépendance en armant, en organisant la garde nationale, et en lui donnant pour garde tout un peuple armé.

Il n'y a plus de factions possibles dans une République où il n'y a plus de divisions entre les citoyens politiques et les citoyens non politiques, entre les citoyens armés et les citoyens désarmés. Tout le monde a son droit, tout le monde a son arme. Dans un pareil état, l'insurrection n'est plus le droit extrême à l'oppression, elle serait un crime. (Applaudissemens.) Celui qui se sépare du peuple n'est plus du peuple ! Voilà l'unanimité que nous avons faite, perpétuez-la ! C'est le salut commun !

Ci voyez représentans, notre œuvre est accomplie, la vôtre commence. La présentation même d'un plan de gouvernement ou d'un projet de constitution eût été, de notre part, une prolongation téméraire de pouvoirs ou un empiètement sur votre souveraineté. Nous disparaissions dès que vous êtes debout pour recevoir la République des mains du peuple. Nous ne nous permettrons qu'un seul conseil, un seul vœu, et ce, à titre de citoyens, et non à titre de membres du Gouvernement provisoire.

Ce vœu, citoyens, la France l'émet avec nous. C'est le cri de la circonstance : ne perdez pas de temps, cet élément principal des crises humaines. Après avoir absorbé en vous la souveraineté, ne laissez pas un inerrégne nouveau allonger les ressorts du pays; qu'un commencement de gouvernement sorte de votre sein; ne permettez pas au pouvoir de flotter un seul instant, précitaire et provisoire, sur un pays qui a besoin de pouvoir et de sécurité; qu'un comité de constitution émané de vos suffrages, apporte sans délai à vos délibérations et à votre vote le mécanisme simple, bref et démocratique de la constitution, dont vous délibérez ensuite à loisir les lois organiques et secondaires. En attendant, comme membres du Gouvernement, nous vous remettons nos pouvoirs.

Nous remettons avec confiance aussi à votre jugement tous nos actes; nous vous prions seulement de vous reporter au temps et de nous tenir compte des difficultés. Notre conscience ne nous reproche rien comme intention. La Providence a favorisé nos efforts. Amnistiez notre dictature involontaire.

Nous ne demandons, pour toute ambition, qu'à rentrer dans les rangs des bons citoyens. Puisse seulement, l'histoire de notre chère patrie inscrire avec indulgence, au dessous et bien loin des grandes choses faites par la France, le récit de ces trois mois passés sur le vide, entre une monarchie écroulée et une République à assoir, et puisse-t-elle au lieu des noms obscurs et oubliés des hommes qui se sont dévoués au salut commun, inscrire dans ses pages deux noms seulement : le nom du peuple qui a tout sauvé, et le nom de Dieu qui a tout béni sur les fondemens de la République.

JUSTICE CIVILE

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1^{re} ch.).

Présidence de M. Debellemay.

Audiences des 3 et 5 mai.

THEATRE-ITALIEN. — CESSION DU PRIVILÈGE ET DU BAIL.

M. Vatel, directeur du Théâtre-Italien, a cédé son privilège et ses droits au bail des localités où s'exploitait ce théâtre, à M. Dupin, connu honorablement dans la littérature dramatique. C'est à l'occasion de cette double cession que des difficultés sont nées entre M. Vatel et les propriétaires du théâtre, représentés par leur administrateur M. Saint-Salvi.

M^e Paillet, avocat de M. Saint-Salvi, expose ainsi les circonstances de cette affaire :

En 1841, M. Dormoy obtint du ministre de l'intérieur, et pour neuf années, le privilège du Théâtre des Italiens. Pour garantir l'exploitation de ce privilège, on exigea de lui le dépôt d'un cautionnement de 60,000 fr., et, pour assurer cette exploitation d'une manière splendide, il eût à justifier d'un crédit de 100,000 fr.

Bientôt M. Dormoy céda son privilège et son bail à M. Janin, et les deux conditions que je viens d'énoncer furent encore être remplies. M. Janin fut le cautionnement de 60,000 francs, et justifia du crédit de 100,000 francs, fond de roulement exigé pour assurer la marche et le service de l'entreprise. Aussi les propriétaires de la salle n'ont-ils fait aucune difficulté de mettre M. Janin au lieu et place de M. Dormoy dans le bail des lieux où s'exploite le théâtre.

Il en a été de même quand M. Vatel a succédé à M. Janin. Peut-il être autrement quand M. Vatel nous propose M. Dupin comme successeur? C'est là toute la question du procès qui vous est soumis.

Il est nécessaire de dire ici un mot de la procédure qui a été suivie dans cette affaire, par quelle suite d'actes et dans quel état elle arrive devant vous.

M. Vatel réclame l'application abusive d'une clause exorbitante du bail, contenue dans l'article 19, et qui est ainsi conçue :

« Le preneur ne pourra céder son droit au présent bail qu'à l'exploitation du privilège du Théâtre Italien, et qu'à toute personne qui, avec l'agrément de M. le ministre de l'intérieur, lui succéderait dans ledit privilège et dans la direction de l'exploitation théâtrale. »

En cas de cession de la part du preneur de ses droits au présent bail dans les conditions ci-dessus indiquées, il sera complètement déchargé de toute responsabilité à l'égard de son exécution, à partir du jour où cette cession aura été signifiée à la société des propriétaires. »

En conséquence, notre adversaire nous a fait signifier la cession de son privilège à M. Dupin, et il a la prétention de mettre M. Dupin en ses lieux et place dans le bail sans avoir à s'inquiéter de la question de savoir si son cessionnaire est solvable, s'il offre des garanties suffisantes aux propriétaires, et sans vouloir surtout être en rien responsable des conséquences ultérieures que cette cession peut avoir pour les propriétaires.

On comprend que M. Saint-Salvi ait résisté à cette prétention. Sur ces entrefaites, le terme d'avril n'ayant pas été payé, M. Saint-Salvi a formé des oppositions sur le cautionnement de 60,000 francs déposé à la caisse des consignations, et sur des valeurs appartenant à M. Vatel, dans les mains de divers.

Ces divers actes extra-judiciaires ont donné lieu à un référé qui est renvoyé devant vous, et c'est dans cet état que nous comparaissons à cette audience.

Je dois dire sur le premier point que, depuis le commencement de ce procès, on nous a fait des offres réelles de 52,500 francs pour le montant du terme échu en avril; sur le second

point, que M. Vatel nous a fait signifier qu'il laissait à la caisse des consignations, pour le compte de M. Dupin, le cautionnement de 60,000 francs qu'il avait versé pour son propre compte. Nous avons donc eu satisfaction sur les deux chefs de nos demandes.

M. Mouil elarine, avoué de M. Vatel, combat la demande de M. Salvi. Je dois commencer, dit-il, par rassurer le Tribunal et le public sur les craintes qu'on veut faire concevoir en parlant de la désorganisation de la troupe si brillante qui, depuis plusieurs années, fait les délices de la haute société parisienne. Les allégations qui viennent de se produire ici sont en tous points inexactes, les traités existants avec ces artistes, avec tous ces artistes, en un mot, sont maintenus et seront exécutés. M. Vatel atteste à cette audience, et il pourrait, si le Tribunal le jugeait nécessaire, donner d'amples et de satisfaisantes explications à cet égard.

Ce que M. Vatel a fait, il l'a fait en s'appuyant sur l'art. 19 de son bail. Mais, dit-on, c'est réclamer l'application abusive d'un droit exorbitant. On reconnaît que nous exerçons un droit, et c'est déjà quelque chose. Or, il n'y a rien d'abusif dans l'exercice de ce droit, et, de plus, ce droit n'est nullement exorbitant.

M. Glandaz, avocat de M. Dupin, plaide dans le même sens que M. Mouil elarine. Il fait ressortir les graves inconvénients qu'il y aurait à permettre à la propriété de s'immiscer dans l'administration d'un théâtre, sous prétexte de mettre ses intérêts à couvert.

Le Tribunal avait remis de mercredi à aujourd'hui le prononcé de son jugement, dont le dispositif est ainsi conçu :

Le Tribunal, « Déclare Vatel pleinement déchargé des obligations résultant du bail de la salle Ventadour, par l'effet de la rétrocession qu'il en a faite à Dupin ;

« Déclare en conséquence, sans causes, invalides et sans effets, les oppositions formées sur lui par la société des propriétaires des-mains de Singer, agent de change, et du directeur de la caisse de consignations ; ordonne que sur le vu du présent jugement, les tiers saisis seront tenus de payer audit Vatel ;

JUSTICE CRIMINELLE

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS (8^e ch.).

Présidence de M. Lepelletier d'Aulnay.

Audience du 6 mai.

AFFAIRE LASALLE. — ESCROQUERIES.

(Voir la Gazette des Tribunaux des 4 et 6 mai.)

L'audition des témoins est reprise.

On passe à l'affaire Portaubord. M. Portaubord, notaire à Alger, est appelé.

D. Faites votre déclaration sur les faits qui ont précédé et accompagné votre nomination de notaire à Alger. — R. Je suis arrivé à Alger en 1839. Je me suis marié en 1843. Je voulais succéder à mon beau-père en qualité de notaire. Cette qualité de genre fit des difficultés. Cependant le conseil se réunir e. fut d'avis de me présenter en première ligne. Comme mon beau-père laissait une famille nombreuse, on m'engagea à donner à cette famille une indemnité. Je m'en remis au conseil sur la somme à donner. Après ma nomination, le procureur du roi vint apporter l'obligation que j'avais prise envers la veuve. Je fus nommé le 15 mai 1845. J'avais écrit dès le principe à M. Lamarque, mon oncle, pour suivre l'affaire. Mon oncle s'adressa à M. Legras. Je donnai à M. Lamarque l'autorisation de faire un sacrifice d'argent.

D. Legras ne demanda-t-il pas d'abord 12,000 francs, puis 15,000 francs. Votre oncle vous a-t-il rendu compte de ses pourparlers avec Legras? — R. Il ne m'a rendu aucun compte. Tout ce que j'ai su, c'est qu'il avait donné 15,000 francs.

D. N'oubliez pas que vous êtes ici pour dire la vérité. Vous avez commencé par nier qu'aucune somme ait été donnée. Depuis, l'instruction a recueilli de tels renseignements que vous avez été obligé d'en convenir. Aujourd'hui, il faut dire tout, et révéler les abus coupables qui ont eu lieu. — R. Au moment où ma nomination est arrivée, on a écrit à M^{me} Brantôme, veuve de mon prédécesseur, qu'il fallait donner 30,000 francs. Elle envoya 15,000 francs en argent et des obligations pour pareille somme ; mais ces obligations furent renvoyées, parce qu'on craignait de se compromettre.

D. Votre oncle a dû vous dire comment il avait été mis en rapport avec Legras? — R. Il l'a rencontré dans le passage de l'Opéra.

D. C'est-à-dire qu'il dit? — R. Mon oncle témoignait son mécontentement de ne pas réussir. M. Legras lui dit : « Je sais que M. Portaubord fait des démarches pour être nommé notaire ; mais il aura beau faire, il ne sera pas nommé. Quand vous aurez fait toutes les démarches et que vous aurez échoué, venez me trouver et je le ferai nommer moyennant une somme convenue. »

D. A-t-il dit par quels moyens il vous ferait nommer? — R. Il a dit, je crois, que c'était par l'influence du maréchal Valée.

D. Il paraît que votre oncle a reçu la lettre d'avis de votre nomination par Legras? — R. Je n'en sais rien.

D. N'avez-vous pas su que M. Desalles avait fait des démarches en votre faveur? — R. On me l'a dit ; on m'a même engagé à lui écrire pour le remercier.

M. le substitut. Par qui avez-vous été recommandé à M. Desalles? — R. Par M. Lepêcheux, inspecteur de l'Université à Alger.

M. Lamarque, avocat, oncle de M. Portaubord, rend compte des mêmes faits. Il déclare qu'il refusa d'abord de payer à Legras la somme qu'il avait exigée ; que Legras s'adressa alors à M^{me} Brantôme, qui écrivit à M. Lamarque de payer.

D. Qui vous a mis en rapport avec Legras? — R. C'est M. Boutoey, mon compatriote.

D. N'a-t-il pas reçu de l'argent pour son entremise? — R. Non, Monsieur ; seulement, comme il me devait quelques petites sommes que je lui avais successivement prêtées, je lui en fis remise.

M. le colonel Desalles déclare qu'il s'est intéressé à M. Portaubord, et qu'il y a intérêt M. le maréchal Valée, son beau-père, sur la recommandation de M. Lepêcheux, qu'il avait connu en Algérie.

D. Ainsi, personne, au ministère, ne vous avait parlé de cette affaire? — R. Personne.

D. Pas même Lasalle, aux recommandations duquel vous aviez toujours égard? — R. M. Lasalle ne m'a jamais parlé que de l'affaire de M. Triboulet.

M. Vauchelle, ancien directeur au ministère de la guerre, déclare que M. Portaubord fut nommé par un sentiment de justice ; que le beau-père de M. Portaubord étant mort sans laisser de fortune, il crut équitable de faire nommer son gendre en son remplacement.

D. M. le maréchal Valée vous parla-t-il de cette affaire? — R. Non, Monsieur.

D. E. M. Lasalle? — R. Jamais.

On passe à l'affaire David (du Havre), relative à une concession de mine de cuivre et de fer dans la vallée de la Chiffa. M. David : En septembre 1847 je fis une demande au ministère de la guerre pour obtenir une concession de mines en Algérie. M. Legras me donna des indications à ce sujet. Au mois de décembre suivant j'envoyai sur les lieux pour explorer les endroits qui m'avaient été indiqués. J'adressai au ministère le rapport qui me fut fait.

ficier de cavalerie, qu'il avait conservé des relations dans les bureaux du ministère de la guerre, et qu'il pourrait m'être utile.

D. Ne vous a-t-il pas dit qu'il disposait de l'influence de M. le maréchal Valée? — R. Oui, Monsieur.

D. Son concours devait-il être désintéressé? — R. Il existait entre nous un traité par lequel, en cas de réussite, il devait être intéressé pour un dixième dans les bénéfices.

D. Ne deviez-vous pas lui donner, en outre, une somme de 3,000 francs? — R. Oui, Monsieur.

M. le substitut. Pas comptant, mais quand vous auriez eu votre permis d'exploration? — R. Oui, Monsieur.

D. Et cette somme fut payée deux mois après? — R. Oui.

D. Ne vous a-t-il pas dit qu'il avait besoin de cette somme de 3,000 francs pour aplanir des difficultés, pour rémunérer des employés du ministère de la guerre? — R. Il ne m'a pas parlé de cela.

D. N'avez-vous pas formé une autre demande au ministère de la guerre? — R. Oui, Monsieur, c'était une affaire dont m'avaient parlé MM. Legras et Boutoey.

D. De quoi s'agissait-il? — R. De l'établissement d'un Mont-de-Piété.

D. Et l'intervention de Legras dans cette affaire était-elle désintéressée? — R. M. Legras s'était occupé des statuts de ce établissement.

D. Et vous deviez lui abandonner la moitié des bénéfices, rien que cela? — R. C'est vrai.

M. Fournel, ancien ingénieur en chef des mines en Algérie. Une demande en concession de mine avait été formée par M. Ch. David, du Havre. A plusieurs reprises, M. Lasalle vint me recommander vivement cette affaire, que j'avais été chargé d'examiner. Je lui répondis que mon rapport était fait, que je n'avais rien à y changer, et que, du reste, M. David ne me paraissait pas avoir les droits qu'il prétendait avoir.

D. Lasalle vous a-t-il dit pourquoi il portait tant d'intérêt à M. David? — R. Du tout ; j'ai toujours vu dans M. Lasalle un ami et un ami très chaud de M. David.

M. Farcy, chef de bureau au ministère de la guerre, déclare qu'il reçut plusieurs visites de M. Lasalle dans l'intérêt de M. David. Je lui donnai toutes les explications qu'il désirait, ajoute le témoin, comme j'avais l'habitude de lui en donner quand il venait dans nos bureaux, à cause de la position très honorable qu'il occupait auprès de M. le sous-secrétaire d'Etat. Je lui donnai la lettre que j'écrivais à ce sujet en Algérie, et où je donnais mon avis sur les droits de M. David. Il me demanda la permission d'emporter cette lettre. Cela me contraignait, mais je ne lui témoignai pas. Quand il me la renvoya le lendemain, je vis qu'elle était pliée, d'où je conclus qu'elle avait été emportée au dehors. Quinze jours ou trois semaines après, je reçus des reproches de M. le directeur général des affaires de l'Algérie, qui me demanda comment il se faisait qu'une lettre émanée d'un dossier eût été emportée et montrée. Je lui racontai franchement ce qui s'était passé.

D. Et files-vous part à Lasalle de ce que le directeur général vous avait dit? — R. Non, Monsieur ; il aurait fallu lui dire des choses peu agréables.

Lasalle : M. Farcy pense que j'ai communiqué la lettre qu'il m'a remise, parce que je la lui rendis pliée. Si je la lui renvoyais pliée, c'est que je ne pouvais la lui porter moi-même, je crus devoir la plier, à cause de son importance, pour qu'elle ne fut lue par personne. J'eus soin, dans ce but, de la mettre sous enveloppe.

On passe à l'affaire Vignaud. M. Vignaud, notaire à Cherchell : En 1845, j'ai été proposé pour une étude de notaire en Algérie. Je fis des démarches infructueuses pour être nommé. J'allai alors trouver M. Legras, que je savais s'occuper de ces sortes d'affaires.

D. Comment saviez-vous que Legras s'occupait de ces sortes d'affaires? — R. On m'en avait parlé à Alger. Je le vis ; il me remit à deux jours pour prendre connaissance de mes titres, et il me dit que j'étais dans de bonnes conditions, mais que c'était un poste difficile à obtenir et que ça me coûterait 12,000 francs. Je lui dis que je ne les avais pas. Je m'engageai à réfléchir. Je revins à lui au bout de trois ou quatre jours, je marchandai, et je lui dis que je ne ferai pas un sacrifice que si j'étais nommé à Alger. Il me dit qu'il fallait d'abord passer par la province. Je lui dis que je lui donnerais 6,000 francs, mais pour le cas seulement où je serais nommé à Alger. Mais je ne pus obtenir cette nomination.

D. Combien avez-vous donné pour votre nomination à Cherchell? — R. Je n'ai rien donné.

D. Cependant il paraît résulter de tous les renseignements, que vous avez consenti à payer 12,000 francs pour votre nomination à Cherchell, et que vous avez, plus tard, promis 6,000 francs de plus pour le cas où vous seriez nommé à Alger? — R. C'est une erreur.

D. Cependant vous avez dit à l'un de vos amis, M. Destrées, un jour que vous l'aviez rencontré : « Je suis fort tourmenté ; je viens d'être nommé, j'ai promis 12,000 francs pour cette nomination, et je n'en ai que 9,000. » — R. Je vous affirme que ce fait est entièrement faux.

M. le substitut donne lecture de la déposition de M. Destrées, qui est absent, et qui déclare positivement que M. Vignaud lui a tenu le propos qui vient d'être rappelé par M. le président.

M. Vignaud persiste dans ses dénégations. MM. Belasère, rédacteur de première classe au ministère de la guerre, et Delavigne, chef de ce ministère, déclarent que M. Lasalle leur a vivement recommandé M. Vignaud.

On passe à l'affaire Thibault. M. Thibault, ancien agréé : J'ai formé, le 12 décembre 1845, une demande à l'effet d'être nommé défenseur en Algérie. Cette demande ne réussissant pas, je fis le voyage d'Alger, et je me présentai chez M. le procureur-général, qui me reçut deux minutes, debout, enfin comme un solliciteur fort importun. Je revins à Paris, décidé à renoncer à mon projet, lorsque quelqu'un vint me dire : Si vous voulez être nommé, il faut passer sous les fourches caudines qui sont imposées à tout le monde ; si donc vous voulez me souscrire une obligation de 15,000 fr., je me charge de votre affaire.

D. Cette personne n'est-elle pas Legras? — R. Lui-même. Je souscrivis cette obligation. A cette époque, M. le procureur-général vint à Paris ; M. Legras me dit : « Allez voir M. le procureur-général, et soyez sûr qu'il vous recevra d'une toute autre façon qu'à Alger. » En effet, je fus reçu admirablement, et M. le procureur-général me promit ma nomination. Je dis cela à Legras, qui exploita fort habilement les bonnes paroles de M. le procureur-général. En effet, il vint me voir deux jours après, et me dit : « Les personnes qui s'occupent de ces sortes de nominations sont très haut placées ; mais elles ont tant de besoins que de puissance. Il faut leur donner 6,000 francs tout de suite. » Je les remis, et je fus fort surpris, quelques jours après, de voir quatre nominations dont je ne faisais pas partie. J'en parlai à Legras. Le maréchal Valée venait de mourir. Legras me dit : « Votre protecteur est un maréchal de France. » Il me fit entendre que c'était le maréchal Valée, parce qu'il venait de mourir. M. Martineau des Chenets venait de partir pour l'Italie. Legras me dit : « Ah ! si M. Martineau était à Paris, votre nomination ne tarderait pas de vingt-quatre heures. » M. Martineau revint, et je ne fus pas nommé. M. Legras partit peu de temps après pour l'Algérie, et je ne l'ai revu qu'aujourd'hui à l'audience. Je tombai malade.

Quand je revins à la santé, j'allai voir M. Delavergne et lui demandai à voir mon dossier, qu'il ne put me faire voir. J'allai alors au bureau de M. Lasalle, qui m'accueillit à bras ouverts ; il ne me dit pas un mot de Legras ; il me donnait fréquemment des indications sur ce qui se passait dans les bureaux. Enfin, un jour il me dit que j'étais proposé le premier par le procureur-général, mais que la seconde personne était protégée par le marquis de Mornay, genre du maréchal Soult : « Je ne puis rien contre M. de Mornay, me dit-il, et je dois ajourner tout travail jusqu'à l'arrivée de M. de Mornay à Paris. » Là se bornèrent nos rapports. M. Lasalle fut arrêté peu de

temps après. J'allai trouver M. le procureur-général, qui était revenu à Paris ; je lui demandai de me faire connaître ses intentions formelles ; il me dit : « Vous êtes parent de Lasalle? — Du tout. — Il vous a recommandé comme son parent. — Je ne le suis pas. — Alors vous lui avez donné de l'argent? — Du tout. » Alors je racontai à M. le procureur-général ce qui s'était passé entre M. Lasalle et moi. Je m'informai de tous les côtés, et j'appris que lors de la nomination des quatre candidats dont j'ai parlé, j'étais fortement protégé par M. Martineau des Chenets.

D. N'avez-vous pas un reçu des 6,000 fr. de Legras? — R. Oui, Monsieur, il est au dossier.

M. le substitut lit ce reçu qui est ainsi formulé : Je reconnais avoir reçu 6,000 fr. de M. Thibault, qu'il m'a prêtés pour mes besoins personnels.

M. Thibault : Quand on prête 6,000 fr., on en tire un reçu à l'instant. Or, celui-ci est postérieur de dix mois à la somme que j'ai comptée à M. Legras.

Legras : Je ne suis jamais allé chez Monsieur, et je soutiens que les 6,000 fr. qu'il m'a comptés n'ont eu pour objet qu'un prêt qu'il m'a fait quatre mois après que je m'occupais de son affaire.

M. Delavergne déclare que de toutes les affaires dont M. Lasalle lui a parlé, c'est celle de M. Thibault à laquelle il paraissait attacher le plus d'importance. Je dis même à M. Thibault quand il me vint voir que j'étais on ne peut mieux disposé en sa faveur, surtout d'après les recommandations instantes de M. Lasalle. Je dois dire que M. Thibault accueillit le nom de M. Lasalle comme celui d'une personne qu'on ne connaît pas.

L'audience est levée et renvoyée à mardi. Tous les témoins sont entendus. On procédera, à l'ouverture de l'audience, à l'interrogatoire des prévenus.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS (8^e ch.).

Présidence de M. d'Herbelot.

Audience du 6 mai.

VOL DE DIAMANS AU CHATEAU DES TUILERIES.

L'autorité fut informée, dans les premiers jours de mars dernier, que plusieurs bijoux d'une certaine valeur et paraissant provenir du vol commis au château des Tuileries avaient été remarqués en la possession d'individus domiciliés dans la commune de Gentilly. Des perquisitions furent sur-le-champ ordonnées, et le commissaire de police délégué à cet effet trouva, dans le domicile des personnes sur lesquelles planaient les soupçons, des fragments de bijoux qui avaient été brisés, soit dans le dessein de les soustraire avec plus de facilité aux investigations de la justice, soit de se les partager plus commodément. C'est ainsi qu'on parvint à reconnaître un épi en argent doré monté en diamants, quelques débris de colliers en perles fines, et deux ou trois épingles d'une valeur plus minime.

La conséquence de cette perquisition fut l'arrestation immédiate de quatre individus qui comparaissent aujourd'hui devant le Tribunal de police correctionnelle. Ce sont les nommés Boutron, dit Parisien (18 ans), ouvrier cordonnier ; Retel, également ouvrier cordonnier ; Duclos, marchand de vaisselle, et Bersuat, marchand de vins. La prévention considère le premier comme l'auteur principal du vol de ces objets précieux ; les trois autres sont inculpés d'être ses complices par recel.

Deux jeunes ouvriers entendus comme témoins déclarent avoir vu Duclos se promener dans les rues de la commune avec une magnifique épingle en diamants à sa boutonnière ; il prétendait la tenir de Boutron, qui lui aurait dit l'avoir eue au château des Tuileries.

La femme Roux, maintenant employée au service du marchand de vins Bersuat, reconnaît que les inculpés étant venus faire un repas chez son maître, avaient payé leur écot par l'abandon de trois épingles en or qu'ils lui ont laissées.

Le sieur Vidron, propriétaire à Gentilly : Je logeais chez moi Boutron, Retel et Duclos, les deux premiers comme mes ouvriers et le troisième comme mon locataire. Le 24 février dernier Boutron m'a demandé à sortir ; j'y ai consenti ; il n'est revenu que le lendemain. « Jeune homme, lui dis-je en le voyant ; d'où venez-vous? — Ma foi, j'ai fait comme les autres — Je vous prévins que, n'ayant plus d'ouvrage à vous donner, j'ai dû vous signer votre livret. — Ah ! bah ! qu'est ce que ça me fait. — Pourquoi cela ne le fait-il rien, ajouta Retel? qui se trouvait là pour le moment. — Parce que, répondit Boutron. — Mais encore, pourquoi? — Parce que j'ai quel-que chose, tiens. — Quoi ! un fusil ! — Non. — Quoi donc? » Et Boutron refusait de le dire.

J'intervins alors et lui dis : Je veux que vous me montriez ce que vous avez ; alors, il tira de sa poche et étala sur sa blouse un épi en or monté de quinze diamants, un collier de perles fines à deux rangs et une chaîne de manteau en argent avec un gros diamant au milieu ; je n'ai pas vu autre chose. « Jeune homme, lui dis-je, mais ce sont là des diamants de la couronne. — Ah ! bah ! tiens, j'ai fait comme les autres. — Vous les avez pris dans les appartements du château. — Non, je les ai trouvés parmi de vieux papiers dans la cour. — Montre un peu voir, dit Retel. »

Boutron lui mit l'épi entre les mains. Retel, s'en emparant alors, s'écria : « Tiens, puisqu'il est volé, il est aussi bien à moi qu'à toi, et je le garde, et tu ne l'auras plus, car je ne le rendrai pas, quand même on me marcherait à deux pieds sur le ventre avec une balle dans la tête. »

Duclos entra alors, et voyant ces bijoux, il dit à Boutron : « Veux-tu que je te mène chez un fourgeon (un juif), pour te faire vendre tout cela comme il faut? — Marchons, répondit Retel, et ils disparurent. »

Avant leur départ, j'avais demandé à Duclos s'il ne craignait pas de se compromettre, lui, un pensionné de l'Etat? — Bah ! bah ! en temps de révolution on ne craint rien.

Retel revint chez moi le soir ; j'ai du vin, dit-il ; j'ai vu avec Duclos, qui m'a fait voler par Etienne (Bersuat) ; le fourgeon n'était pas chez lui ; alors Duclos m'a emmené chez Etienne et m'a engagé à lui faire voir mon épi. Moi, bonnement, j'ai montré à Etienne, et quand il l'a eu dans les mains : tu le tiens, lui a dit Duclos, ne le rends pas ; et, en effet, Etienne l'a gardé et cassé.

Trois jours après, Duclos revint chez moi ; Venez donc un peu, que je vous montre quelque chose à mon tour, et il tira de sa poche une petite boîte, et dans cette boîte il y avait une magnifique épingle de six diamants avec un énorme diamant au milieu. — C'est du fin, ça, j'espère? — Mais, je le crois. — Combien ça peut-il valoir? — Pour un voleur, ça vaut bien 50,000 fr., je le suppose? »

Je l'ai encore revu plus tard, mais il n'avait plus son épingle ; il a prétendu que, étant ivre, des gamins l'avaient roulé dans le ruisseau et battu après lui avoir volé ce bijou.

Le jeune Kofmann, apprenti chez le sieur Vidron, fait une déposition en tout point analogue à celle de son patron. Il ajoute seulement qu'ayant entendu Boutron et Retel se disputer entre eux, l'un pour la République, l'autre pour la nation, Boutron avait fini par avouer à son camarade qu'il avait bel et bien volé ce diamant aux Tuileries en forçant une armoire à l'aide d'une pince.

MM. Mellerio et Bapt, joailliers, déclarent que les fragments de bijoux qui leur ont été représentés chez M. le juge d'instruction leur ont paru avoir fait partie d'un épi monté en diamants, et non pas de boucles d'oreilles. Le premier ajoute qu'il a reconnu la magnifique épingle pour l'avoir vendue lui-même à la duchesse d'Orléans ; les autres bijoux qui ont été saisis sortaient aussi de ses magasins et avaient été la propriété de personnes attachées au château.

Conformément aux conclusions de M. le substitut Fleuchaire, et, après avoir entendu la défense des prévenus, présentée par M^{re} Tourseiller et Duez, le Tribunal con-

damne Boutron, comme auteur principal du vol, à deux mois de prison, et Duclos, Retel et Bersuat, comme complices par recel à un mois de la même peine.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par arrêté du Gouvernement provisoire de la République, en date du 5 mai, ont été nommés :

Avocat-général à la Cour d'appel de Rouen, M. Falconnet, substitut près la même Cour, en remplacement de M. Girard, dont la démission est acceptée ;

Substitut du procureur-général près la Cour d'appel de Rouen, M. Treillard, substitut-général près la Cour d'appel de instance de la même ville, en remplacement de M. Falconnet, appelé à d'autres fonctions ;

Substitut du procureur de la République près le Tribunal de première instance de Rouen, M. Lehuichez, avocat, en remplacement de M. Treillard, appelé à d'autres fonctions ;

Conseiller à la Cour d'appel de Rouen, M. Godefroy, ancien procureur de la République près le Tribunal de première instance de la Havre, en remplacement de M. Félix Bourgeois, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite ;

Juge d'instruction au Tribunal de première instance de Chalon (Indre-et-Loire), M. Boissassel, juge suppléant, en remplacement de M. Picaut-Laferrandière, appelé à d'autres fonctions ;

Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Vendôme (Loir-et-Cher), M. Emile Maurel, avocat, en remplacement de M. de Chenemoireau ;

Substitut du procureur de la République près le Tribunal de première instance d'Épernay (Marne), M. Henriquet, substitut près le Tribunal de Lure, en remplacement de M. Renard.

Par arrêté de la même date, ont été nommés :

Juge de paix du 3^e canton de Troyes (Aube), M. Renaud-Velu, juge de paix du 1^{er} canton de cette ville, en remplacement de M. Denis ;

Juge de paix du 1^{er} canton de Troyes, M. Lepine, ancien juge de paix, en remplacement de M. Renaud-Velu, appelé à d'autres fonctions ;

Juge de paix du canton du Havre, M. Lefebvre, ancien juge de paix, en remplacement de M. Baron ;

Juge de paix du canton de Candebeac, M. Turache, en remplacement de M. Lecornu.

Par le même arrêté, M. Dumesnil, ancien juge de paix du canton de La Fère, arrondissement de Laon (Aisne), a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Un arrêté du même jour accorde des dispenses à M. Destrem, nommé juge au Tribunal de première instance de la Seine, à raison de sa parenté avec M. Rolland de Villargues, substitut près le même siège.

Nota. M. Géry, ancien magistrat, nommé procureur de la République près le Tribunal de Troyes, est M. Géry, ex-procureur de la République à Tours.

AMNISTIE.

Le Gouvernement provisoire décrète : Art. 1^{er}. Amnistie est accordée :

1^o A tous les individus compris dans les poursuites commencées à raison des troubles qui ont eu lieu à Valenciennes le 3, 4 et 14 avril dernier ;

2^o A tous les individus compris dans les poursuites commencées à raison des troubles qui ont eu lieu à Amiens.

Art. 2. Toutes procédures commencées sont abolies. Art. 3. Le ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en séance du Gouvernement provisoire, le 5 mai 1848.

COMMISSION DES TRAVAILLEURS.

Suite du rapport. (Voir la Gazette des Tribunaux des 28 avril, 3 et 6 mai.)

INSTITUTIONS DE CRÉDIT. — C'est au souverain à fournir le crédit, et non à le recevoir, écrivait Law au régent. Voilà une des idées les plus fécondes qui aient été jamais émises.

Le souverain, c'est l'Etat, c'est la société même. Le moment est venu de réaliser la pensée de Law. Le premier acte d'un gouvernement démocratique doit être de concentrer sous sa dépendance toutes les institutions du crédit.

Dans nos sociétés modernes, le crédit c'est la force vive, c'est le nerf de l'industrie, c'est l'élément de travail par excellence. Par le crédit, on peut accélérer ou ralentir, on peut diriger la production, la circulation et la consommation ; par le crédit on commande au travail, on donne l'essor à l'agriculture, à l'industrie, au commerce ; par la suspension du crédit, on peut, à un moment déterminé, faire fermer tous les ateliers, réduire à la misère des millions de travailleurs et des milliers d'industriels, bouleverser toutes les fortunes, jeter partout le désordre, mettre la société en interdit et tenir le Gouvernement en échec, etc., etc. Quiconque est maître du crédit peut devenir maître de la France.

Faut-il laisser à une compagnie particulière la faculté d'emprunter et d'abuser du crédit, selon son bon plaisir? Faut-il permettre à une compagnie de spéculateurs d'emprayer à volonté l'industrie, le commerce, le travail, de s'emparer de tous les canaux de la circulation, de lever tribut sur la société entière, de faire hausser à son gré l'intérêt des capitaux?

On a parlé de fédéralisme, et propos des compagnies de chemins de fer? La fédéralité des financiers serait bien autrement redoutable, si elle parvenait une fois à s'imposer à la République.

Tous les producteurs, tous ceux qui vivent de leur travail ou de leur industrie, sont intéressés à trouver à bas prix des instruments de travail.

Ceux qui vivent sans travailler, dans l'intérêt de leurs capitaux, sont intéressés, au contraire, à ne pas voir diminuer la source de leurs revenus.

Les institutions de crédit ne doivent donc pas être placées dans les mains des capitalistes.

Les compagnies particulières cherchent avant tout à réaliser des bénéfices, afin de distribuer à leurs actionnaires de gros dividendes. Mais l'Etat n'est point intéressé à lever tribut sur le travail ; il ne demande qu'à rendre des services. En prenant même à titre purement gratuit, l'Etat trouverait encore dans la seule augmentation des impôts de toute espèce (résultat nécessaire de l'accroissement de la richesse publique) une ample récompense pour ses services désintéressés. La meilleure spéculation, pour lui, serait de susciter partout le travail productif, de mettre des instruments au service de quiconque veut, peut et sait en tirer parti. En sumant a nisi, il serait sûr de recueillir une abondante moisson, de rentrer largement dans ses avances.

L'Etat doit donc être désormais le grand distributeur du crédit : il y a de l'intérêt de tous ; car l'Etat peut seul représenter les intérêts généraux, les intérêts de la société.

Jusqu'ici le crédit n'a été qu'un moyen d'enrichir les riches. Désormais il doit devenir un moyen d'enrichir les pauvres. Le crédit a surtout fonctionné dans le passé au profit des capitalistes ; dans le présent et dans l'avenir, il doit fonctionner aussi au profit des travailleurs. Les bénéfices de l'émission du papier ont jusqu'ici profité à de puissantes compagnies ; ils doivent profiter désormais à l'Etat qui s'en servira pour doter le budget du travail.

Par le crédit de l'Etat sera définitivement consommé l'affranchissement du peuple!

La source vive des bénéfices d'une banque de circulation, c'est l'émission du papier. Or, à l'Etat seul appartient le droit de battre monnaie, à l'Etat doivent revenir les énormes profits de ce monnayage peu dispendieux. Pourquoi l'Etat aliénerait-il en faveur d'une compagnie ce droit autrefois régalière, ce droit dont les souverains n'ont jamais voulu se dessaisir? L'Etat doit de son coin les espèces métalliques ; l'Etat doit de même marquer de son sceau des billets de crédit, pour en contrôler, pour en garantir le titre et la valeur, pour en limiter le nombre, pour les transformer en monnaie nationale, car le papier sera bientôt la monnaie généralement adoptée. Si le sceau de l'Etat est utile pour la monnaie métallique, il est indispensable pour donner cours à la monnaie de papier.

Les métaux précieux sont les intermédiaires obligés des échanges, dans les sociétés basées sur la méfiance et sur l'absence de garanties positives. La monnaie métallique a un caractère double : elle est à la fois signe et gage, agent de circulation et marchandise; elle répond ainsi d'elle-même.

Les métaux précieux représentent beaucoup de travail accumulé, beaucoup de frais de toute espèce; la quantité en est limitée par la fécondité des mines et par les difficultés d'exploitation; on ne peut donc créer à volonté de l'or et de l'argent; première garantie. Les métaux ne servent pas seulement dans les échanges, ils sont encore employés dans les arts et dans l'industrie; dès lors, ils conservent toujours comme dans l'industrie, le métal a une valeur intrinsèque dont la fixité ne saurait être facilement altérée; le métal dispense de toute garantie, parce qu'il est plus que signe, parce qu'il est réassurance, parce qu'il a une valeur intrinsèque, parce qu'il est gage et marchandise, parce qu'il est la monnaie nécessaire des sociétés normales, le métal est une monnaie nécessaire imparfaite, une monnaie qui ne peut jamais être qu'à la disposition des riches, et qui, dès lors, confère à ceux qui en sont dépositaires d'énormes privilèges.

La monnaie des sociétés normales, la monnaie de l'association, la monnaie démocratique, c'est le papier. Le papier coûte peu de travail et peu de frais de fabrication; il peut être multiplié en raison des besoins et mis à bas prix au service des travailleurs. Le papier, n'ayant point de valeur intrinsèque, ne peut devenir gage lui-même; il tire du crédit sa valeur; ce n'est qu'un signe qui vaut en raison de la confiance qu'il inspire, en raison de la confiance qu'il inspire, en raison de la valeur réelle du gage dont il est la représentation idéale. Le papier est la véritable monnaie de crédit, la monnaie des sociétés basées sur la confiance.

Depuis, même dans nos sociétés désordonnées, le papier peut devenir l'intermédiaire des échanges, il peut mériter une confiance égale à celle qu'inspire le lingot; mais pour cela, il faut qu'il représente aussi un travail accumulé, une valeur positive; il faut qu'il ne soit jamais émis que sur nantissement; il faut, en un mot, qu'il soit toujours la valeur d'un produit existant. Quand le billet représente un travail accompli, sera converti par un gage, il pourra remplacer l'argent; car l'argent, en tant que monnaie, ne sert qu'à échanger l'un contre l'autre les divers produits du travail.

Un temps viendra sans doute où le gage sera considéré comme superflu, où les simples promesses vaudront au moins des réalités, où le papier sera la monnaie universelle. Ce sera l'époque du véritable crédit, du crédit personnel et moral, et non plus du crédit réel, du crédit qui a besoin d'être garanti par une chose. Alors on pourra escompter l'avenir comme on escompte aujourd'hui le présent, prêter sur parole et sur un travail futur, comme on prête aujourd'hui sur gage et sur un produit réalisé. Mais nous n'en sommes point encore là. Pratiquement, nous devons nous borner au seul crédit possible, au crédit basé sur les choses, en attendant qu'on en vienne à accorder confiance aux personnes.

L'idée du crédit personnel et moral est philosophiquement bien supérieure à la conception du crédit réel. Malheureusement, dans l'état d'anarchie industrielle où nous vivons, le crédit moral n'offre ni ne peut offrir une sécurité suffisante. L'homme le plus probe, le plus intelligent, le plus laborieux, le plus économe, n'est pas assuré de trouver toujours de l'ouvrage, de rencontrer des consommateurs solvables, d'écouler ses produits, de pouvoir faire honneur à ses engagements. Il peut être ruiné instantanément, et malgré toutes ses prévisions, par une crise politique ou commerciale, par une faillite imprévue, par la déconfiture d'un débiteur, par la fermeture d'un débouché, par l'habileté ou la mauvaise foi d'un concurrent déloyal, etc.

Le crédit personnel ou moral, qui a pour but de fournir aux travailleurs les instruments nécessaires, les avances indispensables, n'est normalement possible que là où il y a organisation du travail, que là où tout produit est destiné à des besoins connus, que là où la production et la consommation sont constamment équilibrées: il est proscrit dans toute société basée sur la concurrence.

Au fond, la véritable organisation du crédit, ce serait... l'association!

En dehors de l'association, il n'y a donc de possible que le crédit réel. Mais le crédit réel n'existe même pas aujourd'hui. Nos banques ne prêtent qu'aux négociants et aux capitalistes. Le petit fabricant qui a des produits à donner en gage, des valeurs à offrir en garantie, ne peut point trouver de capitaux; la banque est fermée pour lui.

Il faut que la banque soit ouverte aux industriels de toutes les classes; il faut que le crédit réel, du moins, soit fondé, en attendant que le crédit personnel devienne réalisable.

Pour cela deux choses sont nécessaires: 1° la création des entrepôts et des bazars dont nous avons parlé; 2° la transformation de la banque de Paris en banque d'Etat.

Les réceptions ou warrants des entrepôts et des bazars feront participer aux bienfaits du crédit les petits producteurs qui n'ont pas accès à la banque; la valeur constatée du gage couvrira l'insuffisance de la signature.

La banque d'Etat distribuera largement le crédit commercial et le crédit industriel. Elle escomptera les lettres de change, et elle fera des avances sur dépôt de récépissés.

Par le crédit, l'Etat peut multiplier prodigieusement les capitaux disponibles, en donnant aux capitaux engagés une valeur de circulation.

La banque d'Etat fonctionnera au profit des banquiers, au profit des marchands, au profit des industriels gros et petits; et les bénéfices de l'escompte, au lieu d'aller grossir les revenus d'actionnaires opulents, fourniront à l'Etat les moyens de commander le travail, avec le prix des services rendus aux capitalistes, aux négociants, aux entrepreneurs d'industrie.

Ainsi, par les entrepôts et par les bazars, nous avons posé les bases du crédit réel; par la banque d'Etat, nous généralisons le crédit réel et le crédit commercial, et, en même temps, nous donnons à l'Etat des ressources pour mettre le crédit moral au service des travailleurs associés.

BANQUE D'ETAT.— Nous proposons de convertir la banque de Paris en véritable banque de France, en banque nationale, d'établir dans chaque département un comptoir qui relèvera de la banque centrale comme annexe ou comme satellite.

Ces banques ne se confondraient point avec la trésorerie nationale. Elles auraient une existence financière complètement indépendante. Elles ne feraient point d'avances au trésor pour l'acquit des dépenses publiques. Elles seraient exclusivement destinées à fournir du crédit au travail, à l'industrie, au commerce. Tout billet émis par elles devrait être donné contre une valeur, représenté par un gage; et quand nous disons une valeur, nous entendons valeur présente, valeur capitale, et non pas une simple affectation sur des revenus futurs quoique certains.

On ne saurait prendre trop de garanties contre les abus possibles de l'émission des billets. Il ne faut pas que le papier de banque devienne de la fausse monnaie; il faut, au contraire, que ce papier inspire une confiance générale, une sécurité universelle, qu'il soit même préféré à l'argent. Cette confiance et cette sécurité dépendront des garanties qui seront prises pour l'émission des billets.

Quand on sera bien convaincu que chaque billet représente une valeur réelle, une valeur supérieure à la valeur nominale du billet mis en circulation; quand, de plus, le papier de banque sera reçu en paiement des charges publiques, pourra acheter, dans les entrepôts et dans les bazars nationaux, toute espèce de denrées et de marchandises, tous les objets quelconques de consommation, servira à échanger l'un contre l'autre les résultats divers du travail collectif; le billet circulera aussi facilement que les espèces métalliques, deviendra l'intermédiaire de tous les échanges, la monnaie nationale. Le peuple renoncera bientôt à ce préjugé grossier, qui consiste à croire que sans or ou sans argent une société ne peut exister, et alors les banques seront considérées comme des institutions de haute utilité.

Ainsi donc, aujourd'hui déjà, le billet pourrait remplacer avec avantage, avec économie, les métaux précieux. Mais dans le régime futur de l'association complète, on se passera même de billets: tout se bornera à un balancement de comptes; les teneurs de livres remplaceront les garçons de recettes.

Déjà, même dans la société actuelle, on pourrait rendre en partie superflu l'usage de la monnaie, de la monnaie métallique ou de la monnaie de papier. Il n'y aurait qu'à généraliser ce qui se pratique déjà sur une échelle trop restreinte: il suffirait que chacun de nous chargé d'un banquier d'opérer toutes ses recettes et de payer toutes ses dépenses, et que tous les banquiers, au moyen des comptes-courants, s'entendissent pour fonder leurs caisses particulières dans la caisse centrale de la Banque. La Banque deviendrait alors le payeur et le receveur universels; elle solderait tous les comptes par doit et avoir.

Le jour où tout billet émis représenterait une valeur réelle, un gage positif; le jour où le billet pourrait acheter tout ce que la monnaie achète maintenant; ce jour-là le remboursement en espèces deviendrait inutile, 1° parce que le billet ne serait plus une simple promesse; 2° parce qu'il jouerait exactement le rôle que joue la monnaie métallique. Dès lors, la Banque n'aurait plus besoin de garder dans ses caves une réserve improductive; dès lors les ressources de la Banque ne seraient plus limitées par la proportion à conserver entre la réserve et les billets. Les besoins de la circulation, la valeur réelle des produits ou des gages à donner en nantissement, seraient les véritables régulateurs de l'émission du papier.

La banque nationale, en représentant par des billets les valeurs existantes, en transformant en capitaux circulants ou disponibles les capitaux engagés, peut donc suffire à tous les besoins de la société, commandier largement le travail, l'industrie, le commerce, sans recourir aux prêteurs d'argent, aux capitalistes. La Banque peut mieux faire: elle peut à elle seule fournir presque tous les capitaux circulants, réduire les escompteurs à un rôle purement secondaire, au rôle d'assureur de signatures commerciales.

Elle pourrait, en renonçant à tout bénéfice, faire baisser à son gré le taux de l'intérêt, le réduire à une simple prime d'assurance, au plus grand avantage de tous les producteurs, et par suite de tous les consommateurs.

A ce système on peut faire deux objections: la première, c'est que la banque de Paris est en possession d'un privilège; la seconde, c'est que l'Etat pourrait abuser de la circulation du papier.

La crise que nous subissons a prouvé l'insuffisance de la banque de Paris. Cette banque n'a pu se conformer à ses statuts, rembourser ses billets à bureau ouvert: elle a, par cela même, encouru une déchéance. L'Etat est en droit de la forcer à liquider, à établir la balance entre l'actif et le passif; il peut sans scrupule, payer aux actionnaires la différence, puis prendre à son compte la suite des opérations. Il y a mieux: c'est son devoir, car c'est le seul moyen de maintenir l'activité dans la production, de sauver de la ruine le commerce et l'industrie, de prévenir de nouvelles catastrophes, d'assurer l'ordre nouveau.

La seconde objection a été réfutée par les garanties exigées pour l'émission des billets.

Opérations de la banque d'Etat. — Emission de billets.

1° Escompte. — L'escompte, c'est la conversion d'un titre particulier en titre social et supérieur, d'une simple lettre de change en billet d'Etat.

Avec un billet qui ne lui coûte rien, mais qui circule comme monnaie, la Banque achète une lettre de change, sur laquelle elle retient 2, 3 ou 4 p. 0/0 d'escompte. De la sorte, tous les billets qu'elle émet portent intérêt à son profit, et cet intérêt, perçu en dedans, est incessamment capitalisé.

Voilà pour la Banque une source féconde de revenus. Supposons seulement que les billets en circulation s'élèvent à la somme de 1 milliard, c'est au moins 20, 30 ou 40 millions de bénéfice annuel, selon que le taux est à 2, à 3 ou à 4 p. 0/0. On peut compter que le produit de l'intérêt composé serait suffisant pour couvrir les pertes, pour faire face à tous les frais d'administration.

Encore 40 millions pour le budget des travailleurs! Et si la Banque établit un comptoir dans chaque département, la circulation peut être doublée et triplée, ce qui double et triple les bénéfices, et alors nous obtenons pour le budget du travail 80 ou 120 millions.

La Banque prête sur deux signatures aux personnes notoirement solvables, et à trois et quatre fois d'échéance. Les personnes dont la solvabilité n'est pas connue, vont trouver un banquier ou un intermédiaire qui, moyennant une prime, assure par l'endos les signatures insuffisantes, autrement dit escompte lui-même la lettre qu'il fera ensuite accepter par la Banque.

Les banquiers ne sont que des assureurs qui empruntent eux-mêmes à la Banque. Leurs bénéfices se composent des primes perçues, et la prime varie en raison des chances à courir. Mais le taux de l'intérêt en lui-même ne varie pas. Tel banquier qui escompte à 5 quand la Banque prête à 4 pour 100, escompera à 3 quand la Banque prêtera à 2. L'essentiel pour lui, c'est le montant de la prime. Tout le monde profitera donc de la réduction de l'intérêt.

Dans une ville comme Paris, ces intermédiaires sont encore indispensables; dans les provinces, où la solvabilité de chaque commerçant est plus facilement appréciable, la Banque pourrait se passer d'intermédiaires. Néanmoins ces intermédiaires donnent aux opérations de la Banque une plus grande sécurité et raffermissent son crédit. Il serait à désirer que chaque industrie eût son banquier spécial, lequel concentrerait ses opérations dans une sphère déterminée, et par cela même connaîtrait la solvabilité de tous ses clients. La Banque serait le bailleur de fonds de tous ces intermédiaires, et commanderait indirectement toutes les industries, sans s'exposer à subir des pertes considérables; la Banque deviendrait le distributeur et le régulateur du crédit.

2° Avances sur dépôt de valeurs. — La Banque ne se contenterait pas d'escompter des effets de commerce; elle prêterait à intérêt sur dépôt de valeurs et de titres de rentes.

Dans les temps de crise, de crise commerciale ou politique, les fonds publics, les actions industrielles, subissent une dépréciation considérable, mais une dépréciation qui peut être momentanée. Le besoin de réaliser à tout prix pour faire face à des engagements pousse en foule les vendeurs au marché, et la baisse est accélérée par la concurrence même de tous ceux qui offrent leurs titres à la fois. On voit alors, en une même semaine, les cours fléchir de 50 pour 100. A l'égard des titres sans retour, dans de telles circonstances, c'est perdre moitié. Si l'on pouvait obtenir à la Banque, sur dépôt de titres, un prêt de moitié ou du quart sur l'ensemble des valeurs données en gage, à six mois ou un an de terme, il est probable que la hausse viendrait avant l'expiration du délai, qu'on retirerait son gage, qu'on paierait l'intérêt des sommes avancées, qu'on sauverait ainsi une partie du capital dont la perte aurait été consommée par l'aliénation définitive.

Le prêt sur dépôt de titres préviendrait la dépréciation des cours; car c'est surtout l'influence des vendeurs qui fait baisser les actions ou les rentes, et les vendeurs ne s'en dessaisissent que pour se procurer des ressources immédiates, que pour avoir de l'argent à tout prix.

La Banque nationale ferait avec les porteurs d'actions ou de titres de rentes un pacte à réméré. Elle leur dirait, par exemple: « Je prends vos rentes ou vos actions à tel taux déterminé (en laissant à la baisse possible une latitude convenable); je

vous en donne le montant, et je vous accorde six mois pour vous libérer envers moi ou pour résilier le marché. Si, dans six mois, vous êtes en état de me rendre en principal et intérêt les sommes avancées, je vous restituerai vos titres; sinon, ils deviendront ma propriété définitive. » Qu'arriverait-il? Ou bien la faculté de réméré serait exercée, et alors la Banque rentrerait dans ses avances; ou bien les titres lui seraient définitivement acquis, et alors la Banque, c'est-à-dire l'Etat, rachèterait ainsi à bas prix une partie de la dette, deviendrait à bon marché propriétaire des actions industrielles. Dans l'un et l'autre cas, la Banque aurait pour la couvrir des valeurs suffisantes, des valeurs portant intérêt; dans l'un et l'autre cas, elle ferait une excellente spéculation en même temps qu'elle rendrait des services précieux.

3° Prêts sur dépôts de récépissés. — La Banque prêterait de même, pour un temps déterminé, sur warrants ou récépissés des entrepôts, jusqu'à concurrence des deux tiers de la valeur courante des marchandises déposées. Si, le terme expiré, l'emprunteur n'était pas en mesure de se libérer, la Banque deviendrait propriétaire des marchandises, ou bien les ferait vendre, retiendrait sur le prix ce qui lui serait dû en principal et intérêt, puis tiendrait compte du surplus à son débiteur.

En transformant la Banque de France en Banque nationale, en usant des ressources du crédit, l'Etat pourrait parer facilement aux difficultés de l'avenir, secourir à propos les principales maisons de commerce dont les capitaux alimentent l'industrie, entretenir l'activité des ateliers, ranimer la confiance, suppléer au besoin à l'absence calculée du numéraire. Cette Banque rendrait de grands services et réaliserait des bénéfices considérables.

4° La Banque, dans les temps de crise, émettrait des obligations pour emprunter momentanément du numéraire. Théoriquement, il est incontestable que le papier-monnaie peut être substitué aux métaux précieux comme agent universel des échanges. Mais alors il faut descendre aux plus faibles coupures, émettre des billets de 20 fr., de 10 fr., de 5 fr. et même de 1 fr. Notre société n'est peut-être pas assez avancée pour entrer brusquement dans cette voie, et l'expérience serait dangereuse à tenter. Il importerait donc de maintenir provisoirement encore l'usage de la monnaie métallique, de rappeler dans la circulation le numéraire qui se cache, le numéraire dont on ne peut aujourd'hui se passer.

L'établissement des banques nationales fera considérablement baisser le taux de l'intérêt, cela est certain. Quand la Banque prêtera à 2 ou 3 p. 100 à toutes les personnes solvables, il deviendra très difficile pour les particuliers de trouver à placer solidement leurs capitaux. Si la Banque voulait alors emprunter à intérêt, il est probable que les escus afflueraient dans ses coffres. Autorisons donc, dans les temps de crise, les banques nationales à emprunter à intérêt les espèces disponibles; autorisons-les à donner, en échange de sommes versées, des obligations à échéances fixes, et déclarons que ces obligations seront remboursables soit en billets, soit en escus, au choix du porteur.

Par l'emprunt, les banques aspireraient ainsi les espèces métalliques pour les resperdre dans la circulation, selon les besoins. Ce numéraire serait mis à la disposition des industriels qui ont des salaires à payer chaque semaine, et qui ne peuvent se servir de billets sans en fractionner la valeur. (Nous raisonnons ici dans l'hypothèse que la Banque n'émît point de billets au-dessous de 50 fr. Dans ce cas, il est bon qu'elle ait toujours du numéraire pour les besoins de l'industrie.)

Il est infiniment probable que les possesseurs d'écus viendraient apporter à la Banque les sommes qu'ils enfouissent silencieusement dans leurs tiroirs, surtout s'ils étaient assurés de pouvoir toujours en avoir, à un moment donné, et l'échéance par eux stipulée, des escus en échange de leurs obligations.

Nous proposons cette combinaison des emprunts pour répondre aux scrupules des esprits timides et soupçonneux: néanmoins elle nous paraît parfaitement inutile. Il est bien évident que les caisses de la Banque devront se remplir successivement, à mesure que les lettres de change escomptées arriveront à échéance, car les échéances amènent forcément des escus ou la rentrée des billets. Il est bien évident encore que ces emprunts seraient facultatifs, car il y aurait déraison à imposer à la Banque l'obligation d'emprunter quand sa caisse regorgerait de numéraire.

5° A la rigueur la Banque pourrait émettre des billets au-dessous de 50 fr.—Cependant, si les escus s'obstinaient à rester dans les cachettes, il faudrait bien s'en passer et pourvoir aux besoins de la circulation. Il faudrait recourir à l'émission des billets de faible valeur, découper les billets de 50 francs en fractions de 10, de 5 et même de 1 fr. Et alors aussi, pour donner à ce papier un cours universel, il faudrait réaliser notre projet d'entrepôts et de bazars, il faudrait même peut-être créer des boulangeries et des boucheries nationales, des boutiques où le papier-monnaie serait reçu en paiement de toute espèce de denrées et de marchandises. Il faudrait, d'une façon ou d'une autre, accoutumer le peuple à se passer d'écus ou de gros sous; car enfin, une société ne peut périr, parce qu'il plait à quelques capitalistes peureux de nouer les cordons de leur bourse!

Il serait superflu de signaler les avantages qu'un système complet de banques nationales offrirait à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, au travail, etc. On comprend aisément les profits que l'Etat en retirerait, puisque tout billet émis ne coûte rien et porte intérêt, sans qu'il soit nécessaire de conserver une réserve pour parer au remboursement. On comprend, à un autre point de vue, que les banques deviendraient, pour l'Etat, un puissant moyen d'affranchir les travailleurs de tout tribut payé aux spéculateurs et aux entrepreneurs d'industrie, de réduire immédiatement le taux de l'intérêt, et de faire disparaître en peu de temps les derniers vestiges de l'exploitation et du marchandage.

Quand bien même la création des banques nationales ne devrait avoir d'autre résultat que de faire baisser le prix du loyer des capitaux, de ramener le taux de l'intérêt à 2 ou 3 pour 100, ce serait déjà là un avantage immense.

Le taux de l'intérêt à 3 p. 0/0, dans toute la République! Sait-on bien ce que cela signifie, et ce qui en pourrait résulter? Quel stimulant pour le travail productif! quelle révolution pacifique et féconde! quelle atteinte portée au privilège d'oisiveté! Mais c'est tout un ordre nouveau qui va surgir comme par miracle! Le travail a conquis ses droits; la misère et l'exploitation disparaissent, tout homme de bonne volonté va pouvoir travailler pour lui-même et jouir du fruit de ses œuvres; les paresseux deviendront actifs et entrepreneurs; les voleurs changeront de métier et se feront industriels; les vagabonds pourront avoir une famille et un asile; les mendicieux pourront devenir propriétaires!

L'organisation du crédit rend possible l'organisation du travail et de l'industrie, l'organisation du crédit distribue les capitaux et le numéraire sur tous les points de la République; facilite les déplacements de valeurs; économise les frais de change et de transport; ramène à l'unité de type tous les billets de banque, et en répand partout l'usage; l'organisation du crédit fait circuler du centre à la circonférence, ramène des extrémités vers le cœur, le sang, la chaleur, la vie, porte la fécondité sur tous les points à la fois; l'organisation du crédit prépare l'affranchissement du peuple et transforme le salarié.

6° La Banque fournit des capitaux aux associations d'ouvriers.

Depuis soixante ans toutes les anciennes conditions du travail ont été changées; une révolution complète s'est opérée dans les procédés agricoles et dans les procédés industriels. Dans nos sociétés modernes, la production ne s'accomplit plus que dans de vastes exploitations rurales ou dans de grandes usines, à l'aide d'instruments perfectionnés, de machines puissantes et dispendieuses. La grande culture a remplacé ou remplacera forcément le méayage; la grande industrie a remplacé les petits ateliers d'autrefois; les artisans sont devenus des salariés.

Pour cultiver le sol avec avantage, il faut être propriétaire, ou bien il faut disposer d'avances considérables afin de pouvoir prendre à bail un grand domaine. En un mot, il faut, avant tout, être capitaliste.

Dans l'industrie, l'ouvrier qui ne possède point d'instruments de travail, est réduit à travailler pour le compte et au profit d'autrui comme salarié. Or, les instruments dont on se sert aujourd'hui coûtent des sommes immenses, si bien que pour disposer des outils indispensables, il faut préalablement être capitaliste. Partout le capital domine la production, dicte la loi d'une manière à peu près absolue.

Il est bien évident que les travailleurs ne seront définitivement affranchis que le jour où ils auront la libre disposi-

tion des instruments qu'ils mettent en œuvre, des outils sans lesquels ils ne peuvent travailler. Il est évident, d'un autre côté, que quiconque naît sans fortune, quiconque est obligé de louer ses bras au rabais, ne pourra jamais économiser sur un salaire insuffisant de quoi acheter une usine, de quoi amasser les millions indispensables pour la fondation d'un atelier; sera par conséquent condamné à travailler toute sa vie pour enrichir un maître, avec la perspective de mourir à l'hôpital, et de léguer à ses enfants une destinée pareille à la sienne, une destinée de labeur incessant, de privations, de misère, de douleurs sans fin.

Ainsi le travail, que l'on proclame comme le droit de tous, tend à devenir un privilège pour le riche, un moyen d'exploitation contre le pauvre. Le temps approche même où les capitalistes pourront se passer des bras du simple travailleur, où, selon l'expression d'un manufacturier anglais, la mécanique aura complètement affranchi le capital des exigences du travail! En d'autres termes, le moment approche où les salariés seront inutiles, et ne trouveront plus à gagner leur vie! Mais alors qu'arriverait-il?

Par le crédit, l'Etat qui doit être le banquier des pauvres, peut mettre au service des ouvriers associés ces instruments dépendants du travail moderne; il peut prêter à l'association ces capitaux que les pauvres ouvriers n'amasseraient jamais; il peut émanciper les travailleurs, les débarrasser des exploitants et des intermédiaires, les élever du rang de salariés à la dignité de propriétaires-coassociés; il peut leur assurer la liberté réelle du travail, l'indépendance, la sécurité du présent et de l'avenir, la libre disposition des fruits de leur peine, les moyens d'arriver au bien-être, à la richesse même, au développement de toutes leurs facultés; enfin à la dignité d'être vraiment libres, à la dignité d'hommes.

Donc, que les heureux du jour se rassurent, qu'ils cessent de trembler pour leurs écus et pour leurs propriétés, qu'ils jouissent en paix de leur fortune! Il ne s'agit point de les dépouiller pour enrichir les pauvres! Que sont, hélas! toutes les richesses accumulées, en comparaison des richesses que peut créer le travail organisé, le travail disposant du levier du crédit! Qu'on cesse donc de calomnier le peuple et ceux qui défendent sa cause. Le peuple ne demande pas à prendre le bien des riches: il demande seulement que les riches ne lui prennent pas sa part légitime dans les produits de son travail. Il demande à ne plus payer aux entrepreneurs le tribut des profits excessifs, la dime du marchandage. Il demande à travailler pour son propre compte, il demande à conquérir, à la sueur de son front, la liberté positive, l'aisance et le droit à la retraite, le pain du jour et le pain du lendemain, le droit à l'existence et aux joies de l'existence, pour lui, pour son vieux père, pour sa femme, pour ses enfants. Il demande que ses frères en travail et en douleur puissent aussi s'émanciper comme lui; que désormais les hommes de cœur ne soient plus réduits à tendre la main, dans les rues, aux passans insensibles, à tremper de leurs larmes le pain amer de la charité, à subir l'humiliation de l'aumône, à implorer en vain du travail, à souffrir la faim et le froid. Il demande que Cain ne maudisse plus Abel, que les fils du même père s'aiment et s'entraident au lieu de se haïr et de s'exploiter; que la misère ne pousse plus l'homme au crime et la femme à la prostitution. Il demande enfin, puisqu'il y a place pour tous ici bas, que chacun puisse jouir d'un rayon de soleil et d'un rayon de liberté!

Est-ce trop demander, le lendemain d'une victoire? Leur répondra-t-on comme Malhus et son école: Vous êtes venus trop tard, les places sont occupées; tant pis pour vous! — Non, certainement non. Eh bien! faisons donc place au peuple; donnons-lui les moyens de s'enrichir par le travail, de grandir en intelligence, en moralité et en dignité, et que l'Etat vienne à son aide! Que l'Etat soit le banquier du peuple, puisque le peuple, par son travail, crée toute richesse, crée les capitaux et les revenus des riches, crée des valeurs qui alimentent le Trésor, les valeurs qui font vivre la société, les valeurs que l'on consomme et les valeurs que l'on accumule!

Par arrêté du 4 mai, le Gouvernement provisoire, voulant que la réunion de l'Assemblée nationale fût célébrée par des actes de clémence, a fait grâce entière de la peine des travaux forcés à perpétuité à seize individus condamnés depuis longues années: la date de la plus ancienne condamnation est de 1811 (trente-sept ans), la dernière est de 1830.

Le Gouvernement provisoire a commué en cinq, dix, douze, quinze et vingt ans de travaux forcés la peine des travaux forcés à perpétuité prononcée contre trente-huit individus.

Le ministre de la justice, en vertu du décret rendu par le Gouvernement provisoire, le 26 février 1848, a pensé qu'il fallait substituer au 1^{er} mai, jour que le gouvernement déchu consacrait à la promulgation des grâces annuelles, le 4 mai, jour de la réunion de l'Assemblée nationale; il a consacré l'inauguration de l'Assemblée par un nombre considérable de grâces accordées à près de huit cents individus condamnés à des peines diverses, depuis vingt ans de travaux forcés jusqu'à la peine de l'emprisonnement. Toutes ces grâces accordées sur des rapports circonstanciés, sur l'avis des magistrats, sur les demandes des directeurs des maisons de détention, sur les tableaux présentés annuellement, en vertu des ordonnances et des usages établis, se sont étendues également sur quatre-vingt-dix-huit faits que des circonstances exceptionnelles rendaient excusables.

Par arrêtés du ministre de la marine, en date des 27 avril et 3 mai, ont été nommés commissaires généraux de la République:

- A la Martinique, le citoyen Perrinon;
 - A la Guadeloupe, le citoyen Gatine;
 - A la Réunion, le citoyen Sarda Garriga.
- Directeurs de l'intérieur:
- A la Guadeloupe, le citoyen Boitel;
 - A l'île de la Réunion, le citoyen Brunet.

Par suite du compte qui lui a été rendu de l'excellente conduite tenue par les fusiliers de la compagnie de discipline de la marine depuis la dernière inspection générale, le ministre de la marine a décidé qu'un grand nombre de ces militaires, qui se sont fait particulièrement remarquer par l'amélioration de leur conduite, seraient immédiatement replacés dans les divers corps auxquels ils appartenaient précédemment.

Une commission de locataires, commerçants et industriels ayant sollicité plusieurs fois du Gouvernement provisoire des mesures conciliatrices qui, tout en sauvegardant les droits de la propriété, pussent venir en aide à la position difficile que les circonstances ont faite à cette classe de locataires, le citoyen maire de Paris a décidé qu'une commission mixte, composée de trois délégués des commerçants et industriels locataires et de trois délégués des propriétaires, se réunirait à l'Hôtel-de-Ville, pour conférer sur les intérêts des uns et des autres.

Par suite de cette décision, les délégués des commerçants et industriels locataires se sont adressés à une réunion de propriétaires, assemblée salle Saint-Jean, le 29 avril dernier, et parmi lesquels trois membres ont été désignés.

La Commission mixte des propriétaires et des locataires a été entendue par le citoyen maire de Paris, et il a été décidé, sous sa présidence, ce qui suit:

Considérant que les circonstances où se trouvent le commerce et l'industrie sont exceptionnelles; que la plupart des commerçants et industriels locataires qui n'ont pas payé jusqu'à ce jour se trouvent réellement dans l'impossibilité matérielle de le faire; qu'il est de l'intérêt général de ne point exposer par des poursuites les commerçants et industriels locataires à

la suspension de leurs affaires, ce qui réagirait d'une manière fâcheuse sur le sort des travailleurs ; Que l'ordre et la fraternité conseillent également des mesures de conciliation : 1° Les propriétaires sont invités à suspendre jusqu'au 1er juillet prochain toute poursuite contre leurs locataires commerçants et industriels qui se déclarent, par écrit, dans l'impossibilité de solder le terme échu le 1er avril dernier.

2° Il est bien entendu que la présente mesure, étant toute de conciliation, ne saurait porter aucune atteinte à la loi des contrats, si énergiquement rappelée par le citoyen maire de Paris dans sa circulaire adressée le mois dernier aux maires d'arrondissement.

Paris, le 3 mai 1848.

(Suivent les signatures des délégués des propriétaires et celles des délégués des locataires.) (Moniteur.)

CHRONIQUE

PARIS, 6 MAI.

Par une lettre adressée au ministre de la justice, M. des Essarts, nommé représentant du peuple par le département de la Manche, déclare qu'il renonce à son traitement de conseiller à la Cour d'appel de Caen pendant tout le temps qu'il aura droit à l'indemnité allouée aux représentants du peuple.

Nous croyons pouvoir affirmer que la fête de la Fraternité, qui d'abord avait été fixée au 4 mai, puis remise au 10, aura lieu le 14.

Un journal annonce que l'armée des Alpes a reçu par le télégraphe l'ordre d'entrer en Piémont. Cette nouvelle est entièrement contournée.

La Cour d'appel se réunira à huis-clos, en assemblée générale, lundi prochain 8 mai, pour l'installation des membres nouvellement nommés.

L'affaire en séparation de corps de M. et Mme Petit sera portée à l'audience de la première chambre de la Cour d'appel du mardi 23 mai. Cette affaire, on s'en souvient, a été l'occasion de révélations qui ont fait scandale au sujet du trafic de fonctions importantes à la Cour des comptes et ailleurs.

L'accusé Louis-Alphonse-Nicolas Sance est traduit devant le jury sous l'inculpation de menaces de mort faites sous condition. L'objet de ces menaces était le sieur Picot, propriétaire et maire de la commune de Pisseleux, dans le département de l'Aisne. Voici la lettre assez curieuse par le style et l'orthographe que ce fonctionnaire reçut, au mois de mai dernier, de Paris :

Avallon, 28 mai 1847.

Picot, Nous sommes 3 gaillards qui n'ont pas froid aux yeux; nous avons besoin d'argent. Il nous en faut, entends-tu. Il nous en faut sur le prix de ta peau, et nous jurons par les sendres de ta victime (que tu sais bien), que si tu ne mets promptement sous les plis d'une lettre un billet de 500 fr., que tu vas nous adresser d'une manière tout à fait immédiate, sous le nom de M. Benjamin à la poste restante de Paris, où nous devons passer sous huit jours.

Allons, exécute-toi de bonne grâce, ou comme je t'ai déjà dit, gare à toi... Le feu et la mort à notre passage.

Signé : BENJAMIN et C.

Postériorité : Nous avons juré de te victimé, mais plus noblement que tu n'as fait. Nous ne prendrons pas la massue, ni le poignard, ni même l'allumette.

Le préfet de police, à la demande du chef du parquet de Soissons, à qui cette lettre avait été communiquée, fit exercer pendant plusieurs jours une active surveillance à la poste de Paris. Cette mesure ne produisit aucun résultat. Le temps avait presque dissipé les iniquités de M. Picot, lorsque, le 7 novembre suivant, il reçut une nouvelle lettre datée de Paris et signée Sénéchal, qui lui disait que, sans doute, il avait pris la première pour une

plaisanterie (il faut convenir que c'était une singulière manière de plaisanter) ; mais qu'on lui intimait de nouveau l'ordre d'expédier de suite au signataire, retenu en ce moment à l'hospice Cochin, salle Saint-Jean n° 5, la somme de 500 francs, et ce, sous les conditions exprimées dans la lettre datée d'Avallon, conditions qui se réaliseraient dans l'espace de huit jours, si cette somme n'était pas envoyée.

Cette seconde lettre fut comme la première, transmise au préfet de police. On vérifia que le lit indiqué à l'hospice Cochin était effectivement occupé par un individu du nom de Sénéchal, lequel, aux premières interpellations qui lui furent faites, reconnut qu'il était l'auteur des deux lettres de menace écrites au sieur Picot. « Je me nomme Sance, dit-il, et non pas Sénéchal; je suis né à Villers-Cotterets; je connais parfaitement Picot et sa position de fortune. J'étais dans la misère et j'ai eu la pensée que j'obtiendrais de lui par des menaces l'argent dont j'avais besoin; mais je n'ai jamais songé à mettre ces menaces à exécution. »

Sur les réquisitions de M. l'avocat-général Pinard, Sance a été condamné à six années de réclusion.

Le nommé Le Pileur se trouvant sans ouvrage, eut l'idée de se faire militaire, et se présenta à l'agence de remplacement exploitée par le sieur Domaget. Il était fort et bien constitué, et dès lors il fut facilement agréé, et le prix de son engagement fixé à 800 fr. On lui présenta à signer une formule préparée, par laquelle on lui faisait déclarer, conformément à la loi du recrutement de 1832, qu'il n'avait jamais été condamné pour vol ni escroquerie. Vérification faite postérieurement, Domaget découvrit que Le Pileur avait été condamné pour vol en 1845, et il porta plainte contre lui comme ayant ainsi escroqué, en dissimulant sa position, une somme de 70 fr. Traduit en police correctionnelle, Le Pileur fut condamné, le 8 mars dernier, à un an d'emprisonnement.

Aujourd'hui l'affaire était de nouveau soumise, par voie d'appel, à l'appréciation de la justice. M. Gervais, avocat de Le Pileur, soutenant que l'art. 405 exigeait pour constituer l'escroquerie, l'usurpation d'une qualité positive donnant dans la société une position spéciale et exceptionnelle, telle que celle de magistrat, de médecin, de militaire, et que le fait seul d'avoir dissimulé une condamnation, d'où résultait une inaptitude, au remplacement militaire ne tombait pas sous le coup de la loi; et il citait à l'appui de cette opinion des arrêts (cassation, 4 décembre 1812, 20 avril 1837) qui ont décidé que se déclarer fille majeure quand on est mariée, ou majeur quand on est mineur, ne constituait pas le délit d'escroquerie.

Sur les conclusions conformes de M. Chamailard, avocat-général, la Cour considérant que Le Pileur avait agi sans intentions frauduleuses, l'a déchargé des condamnations contre lui prononcées.

Nous apprenons que M. Champollion-Figeac, arrêté sous la prévention de détournement d'objets faisant partie d'un dépôt public, et qui avait obtenu d'être transféré dans une maison de santé, est parvenu à s'évader. Une dépêche télégraphique émanée du ministère de l'intérieur en informe les commissaires des départements, et leur prescrit de le faire arrêter partout où il se trouvera.

Nous avons annoncé dans notre numéro du 29 avril que l'on avait saisi au domicile du sieur Delepine des armes qu'on supposait avoir été enlevées aux Tuileries lors des événements du 24 février. Le citoyen Delepine, qu'on a dit par erreur être employé dans une maison de banque, s'est justifié complètement des imputations dirigées contre lui, ainsi qu'il résulte des certificats honorables dont il nous a donné communication.

ALGERIE (Alger), 29 avril. — M. Planchat, conseiller à la Cour d'appel d'Alger, a succombé le 27 à une longue et douloureuse maladie. Ses obsèques ont eu lieu le lendemain, la Cour et le Tribunal ont accompagné au champ du repos sa dépouille mortelle.

Mustapha-ben-Lais, notre caïd à Milah, a été assassiné. Ce chef avait l'habitude de visiter ses chevaux, tous les jours, à six heures du soir. Le 17, au moment

où il allait entrer dans ses écuries, un coup de feu est parti d'un jardin voisin; atteint de deux balles dans la poitrine, quelques instants après il expira.

Mustapha-ben-Lais était, par son intelligence, sa droiture et son dévouement aux Français, l'un des hommes les plus propres à contribuer au maintien de notre domination en Algérie et à la fusion des affections et des intérêts entre les deux peuples. Sa mort est donc un malheur au point de vue de l'intérêt général. C'est, de plus, une perte cruelle pour ses amis nombreux et dévoués; et, chez les Musulmans et chez les Français, il y a lieu d'en poursuivre activement les auteurs. Nous avons confiance dans l'énergie de nos gouvernants, et nous espérons qu'un exemple éclatant viendra venger enfin le meurtre de six de nos caïds resté jusqu'à ce jour impuni.

Ce matin, dit l'Akhbar, nous avons vu affichée, sur les piliers des maisons qui entourent la place du Gouvernement, une... (comment l'appellerons-nous?) une communication conçue en ces termes :

Par ordre du Gouvernement provisoire, la mission du citoyen Couput est terminée. Alger, le 28 avril 1848.

Le gouverneur-général, Signé CAVAIGNAC.

A côté de cette affiche, le public pouvait lire celle-ci :

Citoyens, Je laisse inachevée la mission qui m'avait été confiée. M. le gouverneur-général m'adresse la lettre suivante :

« Monsieur, Je vous informe que, d'après les ordres du Gouvernement provisoire, votre mission est terminée. » En conséquence, vous voudrez bien me faire parvenir la lettre de service qui vous a été donnée par M. le ministre de l'intérieur et qui définissait le but de votre mission, ainsi que celle où je vous invitais à en poursuivre l'accomplissement. » Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Alger, le 28 avril 1848. Le gouverneur-général, E. CAVAIGNAC.

Me conformant aux ordres du Gouvernement provisoire, j'ai remis mes pouvoirs à M. le gouverneur-général.

Retiré dans la vie privée, je n'en poursuivrai pas moins le but constant de mes efforts : l'assimilation de l'Algérie à la France.

Vive la République! Alger, le 28 avril 1848. COUPUT.

M. Lagarde, avoué près la Cour d'appel, vient de publier une Notice historique sur les Assemblées législatives de la France, brochure qui renferme, en un court espace, les différentes phases du système législatif de notre pays depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. L'auteur fait, avec une remarquable concision, l'exposé de la puissance des Assemblées populaires, désignées sous les noms de Champ-de-Mars et de Champ-de-Mai, puis des Parlements d'abord ambulatoires, puis sédentaires; des progrès successifs du principe constitutionnel sous la monarchie, malgré les usurpations et les résistances des rois et des seigneurs; enfin des Constitutions républicaines de 1791, de l'an III et de l'an VIII. Ce petit ouvrage, du prix le plus modique (50 c.), Palais-National, chez Garnier frères), est le Vade mecum indispensable à tous les membres de notre Assemblée nationale et à tous les citoyens, aujourd'hui si nombreux, qui ont à cœur de s'occuper des affaires de la nation. Il n'est que le préambule d'une prochaine publication où M. Lagarde traitera de la nouvelle Constitution que réclame le nouvel état de notre société.

M. Lagarde a déjà fait appel aux légistes pour la fondation d'un recueil périodique, destiné, sous le titre du Publiciste, à résumer et coordonner toutes les opinions qui vont se faire jour dans la lutte législative sur les vrais principes du Gouvernement républicain. Espérons que cet appel sera entendu.

ETRANGER.

ITALIE. — Le 1er mai, un mouvement a éclaté à Rome par suite du refus du pape de déclarer la guerre à l'Autriche. Le ministère a donné sa démission. Un gouvernement provisoire allait être formé si, après les vingt-quatre heures données au pape pour se prononcer, il refusait de le faire.

Le 30, le duc de Savoie a remporté un grand avantage

sur les Autrichiens, près de Vérone; 400 hommes ont été pris, le reste mis en déroute.

Table with financial data: Bourse de Paris du 6 Mai 1848. Columns include 'AU COMPTANT', 'Hier', 'Aujourd.', 'AU COMPTANT', 'Hier', 'Aujourd.' with various stock and bond prices.

Table with financial data: CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET. Columns include 'AU COMPTANT', 'Hier', 'Aujourd.', 'AU COMPTANT', 'Hier', 'Aujourd.' with railway stock prices.

LES MAGASINS DE LA VILLE DE LYON, 2, rue de la Trinité, viennent de recevoir de leurs fabricants une magnifique assortment de nouvelles soieries légères pour la saison de printemps. Les dames s'empresseront de visiter cette maison si renommée par le bon goût, la fraîcheur et la modicité du prix de ses étoffes.

Aujourd'hui dimanche, de deux à six heures, ouverture du Château des Fleurs. Fête des lilas. Grand concert à deux orchestres. Prix, 1 franc. Les enfants ne paient pas.

CHATEAU DES FLEURS. — Dimanche prochain aura lieu aux Champs-Élysées l'ouverture du Château des Fleurs pour les promenades de jour. L'inauguration se fera par une grande fête des lilas donnée dans le Château des Fleurs, agrandi et rénové sous le Directoire. Deux orchestres, celui du Château des Fleurs, composé des principaux instrumentistes du Théâtre-Italien, et les musiciens de Sax feront entendre tour à tour des valses, des symphonies, et des quadrilles inédits. Deux morceaux expressément écrits pour la circonstance, promettant d'être vivement applaudis; le premier est une course au clocher, composé par M. Théard, dans laquelle feront assaut tous les solistes de l'orchestre, Giuseppe Daniele, et appelé la polka des lilas. Les dispositions architecturales, les décorations nouvelles, tout à fait coquettes, l'admirable choix des fleurs, donnent au Château des Fleurs un aspect original et nouveau qui doit lui maintenir la vogue de la saison dernière. Prix d'entrée : 4 franc.

Aux Variétés, aujourd'hui dimanche, Lafont qui a fait hier une si brillante rentrée, jouera deux de ses meilleurs rôles, le Mousquetaire gris et les Extrêmes se touchent. Bouffé dans la Fille de l'Avare, et les Peureux, pour levé de rideau, complètent l'affiche la plus variée et la plus attrayante. Quelque chaleur qu'il fasse, la salle sera comble.

SPECTACLES DU 7 MAI.

THÉÂTRE DE LA NATION. — THÉÂTRE DE LA RÉPUBLIQUE. — Mithridate. OPÉRA-COMIQUE. — OEdipe. — Gastibelza. THÉÂTRE-HISTORIQUE. — Monte-Cristo. VAUDEVILLE. — Ah! enfin! la Curée des places. VARIÉTÉS. — Le Mousquetaire gris, le Gamin. GYMNASSE. — Mauvais sujet, le Marchand, Encore du Bonheur. THÉÂTRE MONTANSIER. — Un Voyage, l'Académicien. PORTE-SAINT-MARTIN. — L'Auberge des Adrets. GAITÉ. — La Foi, l'Espérance et la Charité. AMBIGU-COMIQUE. — Les Quatre Sergens, les Trois Révolutionnaires. COMTE. — Le Bahut, le Bouffon sans tête, Augusta, le Bahut. FOLIES. — M. Botte, Rimbaud et C.

VENTES IMMOBILIÈRES. AUDIENCES DES CRIÉES. Paris TERRAIN ET MAISON Etude de M. FOURNET, avoué à Paris, rue Ste-Anne, 51. — Vente sur

folle enchère, en l'audience des saisies immobilières du Tribunal civil de première instance de la Seine, rue du Haut-Moulin, 14. L'adjudication aura lieu le jeudi 18 mai 1848. Mise à prix : 30,000 fr. S'adresser pour les renseignements : 1° A M. Fournet, avoué poursuivant, demeurant à Paris, rue Ste-Anne, 51; 2° A M. Géneval, avoué, demeurant à Paris, rue Nve-

des-Bons-Enfants, 1. (8040) Actes du GOUVERNEMENT PROVISOIRE dans l'ordre chronologique, depuis son installation jusqu'à ce jour. Un très fort vol. in-8°, 5 francs. GARNOT et BARBA, rue Pavée-Saint-Germain, 7. (888)

PAPETERIE D'ÉCHARCON. L'assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu le lundi 13 mai 1848, à deux heures, place des Victoires, 5. (889) JARDIN du restaurant anglais, taverne britannique, rue de Richelieu, 104, vis à

vis l'hôtel des Princes, près le boulevard. (893) A LOUER un joli appartement au troisième, composé de : antichambre, cuisine, salle à manger, salon, deux chambres à coucher, prix, 1,300 fr. On peut louer également un rez-de-chaussée propre à établir des bureaux. — S'adresser rue de la Victoire, 2 ter, de 9 à 1 heure. (704)

Convocation d'Actionnaires. Le gérant de la Société de la chaux hydraulique naturelle de Nucourt, à l'honneur de rappeler à MM. les actionnaires que l'assemblée générale annuelle n'ayant pu avoir lieu le 1er mars dernier, ils sont convoqués de nouveau pour le lundi 22 mai courant, à une heure précise de relevé, au siège social, rue Buffault, 11. Ne seront admis que MM. les actionnaires porteurs de deux actions au moins (art. 13 des statuts).

CONVOIATIONS DE CRÉANCIERS. Du sieur BRIE (Joseph), chemisier-boul. des Capucines, 7, homme M. Grillon, rue Lepelletier, 16, syndic provisoire (N° 8269 du gr.). CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Du sieur LEFEBVRE (Pierre), md de vins, à Grenelle, rue du Théâtre, 42, le 12 mai à 11 heures (N° 8268 du gr.). Pour assister à l'assemblée dans laquelle le juge-commissaire doit les convoquer, MM. les créanciers sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des faillites, MM. les créanciers.

AVIS. Toutes les Annonces de MM. les Officiers ministériels, de quelque nature qu'elles soient, celles relatives aux Sociétés commerciales et celles des Compagnies de Chemins de Fer, doivent être déposées directement au bureau de la GAZETTE DES TRIBUNAUX. Toutes les autres annonces sont reçues, soit dans les bureaux du Journal, soit à la Compagnie générale d'Annonces, place de la Bourse, 8.

PRODUCTION DE TITRES. Sont invités à produire, dans le délai de vingt jours, à dater de ce jour, leurs litres de créances, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indiquant des sommes à réclamer, MM. les créanciers.

MISE EN DEMEURE. Messieurs les créanciers du sieur LHERAULT, md forain, rue Beauregard, 15, qui sont en retard de produire leurs titres de créances, sont prévenus que par jugement rendu le 31 avril 1848, le Tribunal de commerce de Paris leur a accordé un nouveau délai de huitaine, augmenté d'un jour par trois myriamètres de distance.

SOCIÉTÉS. D'un acte sous seings privés du 27 avril dernier, enregistré; Il appert que : La participation en société à compte demi ayant existé entre M. HENRY aîné, à Paris, rue Poissonnière, 13, et M. REAL fils aîné, à Solesmes (Nord), pour la fabrication et la vente des couvertures indiennes, est et demeure dissoute à partir du 1er mai courant. M. Real est seul chargé de la liquidation. (9239) A CÉDER Un office d'avoué près le Tribunal de première instance de Bordeaux. S'adresser à M. Claverie, avoué à la Cour d'appel de cette ville, rue Sainte-Catherine, 139.

TRIBUNAL DE COMMERCE. DÉCLARATIONS DE FAILLITES. Jugement du Tribunal de commerce de Paris, du 5 mai 1848, qui déclare la faillite ouverte et en révoque provisoirement l'ouverture audit jour.

NOTA. Il ne sera admis que les créanciers reconnus. PRODUCTION DE TITRES. Sont invités à produire, dans le délai de vingt jours, à dater de ce jour, leurs litres de créances, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indiquant des sommes à réclamer, MM. les créanciers.

ASSEMBLÉES DU 8 MAI 1848. SEUF HERRIES : Stein et C. et personnellement, fab. d'orgues d'origine, synd. — Arrazau, Lailleur, clôt. — Rivaux et Loison, charpentiers, conc. rem. à huit. — Dille Lechiffard, conc. pension bourgeois, id. — Gobert, maître d'hôtel garni, redd. de comptes.

Décès et Inhumations. Du 4 mai 1848. — M. Calvez, 51 ans, rue de la Ville-Évêque, 18. — M. veuve Gratier, 61 ans, rue de Valenciennes, 41. — M. Lefèvre, 48 ans, rue de Valenciennes, 41. — M. Lefèvre, 48 ans, rue de Valenciennes, 41. — M. Lefèvre, 48 ans, rue de Valenciennes, 41.